

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/42512]

17 JUILLET 2020. — Décret portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE PREMIER. — *Dispositions visant à une stabilisation plus rapide des enseignants débutants via les congés et la valorisation de l'ancienneté au-delà du Pouvoir organisateur*

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions introduisant un congé pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur*

Section PREMIÈRE — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 20 décembre 2012

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité, il est inséré un article 16*bis* rédigé comme suit:

« Article 16*bis*.- § 1^{er}. Le congé visé au présent chapitre est accordé de plein droit, à concurrence du même volume de charge, au membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement qui en fait la demande, après en avoir bénéficié durant une année scolaire ou académique complète.

Le droit à cette prolongation est limité à trois fois, soit trois années scolaires ou académiques consécutives, si ce congé concerne la même fonction et le même pouvoir organisateur d'accueil.

Après cette période l'emploi dont est titulaire le membre du personnel devient définitivement vacant.

La demande est introduite annuellement par le membre du personnel auprès de son pouvoir organisateur, et au plus tard au 1^{er} juin de l'année scolaire précédente.

§ 2. A la demande du membre du personnel, le droit à cette prolongation est augmenté de trois années scolaires ou académiques consécutives supplémentaires, soit pour un maximum de 6 ans, si durant cette période, le congé visé au présent chapitre ou au chapitre III*bis* est accordé au membre du personnel pour une autre fonction que celle pour laquelle il a initialement obtenu ce congé, ou auprès d'un autre pouvoir organisateur que celui dans lequel il a initialement bénéficié de ce congé.

Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 3, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel devient définitivement vacant après ces 6 années consécutives.

La demande est introduite annuellement par le membre du personnel auprès de son pouvoir organisateur, et au plus tard à l'issue de chaque année scolaire ou académique. ».

Art. 2. Dans le même arrêté royal, il est inséré un chapitre III*bis*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE III*bis*. - Congé pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement, au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur.

Article 16*ter*. - Un congé peut être accordé par le Pouvoir organisateur ou son délégué aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire, au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er} est rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service, conformément à l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er} peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour une partie de celles-ci.

Article 16*quater*. - Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux membres du personnel temporaires à durée indéterminée des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et du cadre d'extinction des ex-Instituts supérieurs d'Architecture qui comptent une ancienneté de six ans au moins.

L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er} est calculée conformément, selon le cas, aux articles 38 et 38*bis* du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ou aux articles 163 et 163*bis* du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Article 16*quinquies*. - § 1^{er}. Le congé visé au présent chapitre est accordé de plein droit, à concurrence du même volume de charge, au membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement qui en fait la demande, après en avoir bénéficié durant une année scolaire ou académique complète.

Le droit à cette prolongation est limité à trois fois, soit trois années scolaires ou académiques consécutives, si ce congé concerne la même fonction et le même pouvoir organisateur d'accueil.

Après cette période l'emploi dont est titulaire le membre du personnel devient définitivement vacant sauf lorsque le congé a été accordé en application des dispositions prévues à l'article 29*quater*, 1^{er}, 2^o et 2^o*bis* du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

La demande est introduite annuellement par le membre du personnel auprès de son pouvoir organisateur, et au plus tard au 1^{er} juin de l'année scolaire précédente.

§ 2. A la demande du membre du personnel, le droit à cette prolongation est augmenté de trois années scolaires ou académiques consécutives supplémentaires, soit pour un maximum de 6 ans, si durant cette période, le congé visé au présent chapitre ou au chapitre III est accordé au membre du personnel pour une autre fonction que celle pour laquelle il a initialement obtenu ce congé, ou auprès d'un autre pouvoir organisateur que celui dans lequel il a initialement bénéficié de ce congé.

Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 3, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel devient définitivement vacant après ces 6 années consécutives.

La demande est introduite annuellement par le membre du personnel auprès de son pouvoir organisateur, et au plus tard à l'issue de chaque année scolaire ou académique. ».

Section II — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 3. A l'article 42, du décret du 24 juillet 1997, tel que complété par le décret du 20 décembre 2012, il est inséré à l'alinéa 3 un point 11bis, rédigé comme suit :

« 11bis° pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement, au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur; »

Section III — Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 4. A l'article 124bis du décret du 20 décembre 2001, tel qu'inséré par le décret du 03 mars 2004, il est inséré un point 7bis rédigé comme suit :

« 7bis° obtenir un congé pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement, au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur; ».

Art. 5. A l'article 151, du même décret il est inséré à l'alinéa 3 un point 14bis rédigé comme suit :

« 14bis) pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement, au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur; ».

Art. 6. A l'article 251bis du même décret, il est inséré un point 7bis rédigé comme suit :

« 7bis° obtenir un congé pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement, au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur; ».

Art. 7. A l'article 381bis du même décret, il est inséré un point 7 bis rédigé comme suit :

« 7bis° obtenir un congé pour exercer provisoirement la même fonction dans l'enseignement, au sein du même pouvoir organisateur ou dans un autre pouvoir organisateur; ».

CHAPITRE II — *Modification de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 8. A l'article 18 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un alinéa deux rédigé comme suit :

« Pour le calcul des deux années consécutives visées à l'alinéa 1^{er}, est également pris en compte, tout congé autre que le congé politique, de maternité, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse, pour activité syndicale, pour activité dans un cabinet ministériel, pour exercer provisoirement une autre fonction ou la même fonction dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire, pour maladie ou infirmité ou pour interruption de carrière, qui suit ou précède la disponibilité pour convenances personnelles sauf si entre cette dernière et l'autre congé, le membre du personnel a repris l'exercice effectif de ses fonctions pour une année scolaire au moins. ».

CHAPITRE III — *Disposition modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 9. A l'article 17bis du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, un alinéa 6 rédigé comme suit est inséré: « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel en congé pour mission visé à l'article 14, devient vacant le 1^{er} jour ouvrable du mois qui suit la notification de l'inaptitude par l'Office médico-sociale, si cette inaptitude est définitive. ».

CHAPITRE IV — *Dispositions relatives à la valorisation d'ancienneté au-delà du Pouvoir organisateur*

Section PREMIERE — Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 10. Au point 14° de l'article 29quater du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les trois tirets sont remplacés par ce qui suit :

- « - groupe A, de 480 à 719 jours d'ancienneté;
- groupe B, de 720 à 1079 jours d'ancienneté;
- groupe C, de 1080 à 1439 jours d'ancienneté. ».

Section II — Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 11. A l'article 24 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

1° un § 2bis rédigé comme suit est inséré :

« § 2bis. Après épuisement de la liste des candidats prioritaires visés au § 1^{er}, et suivant les modalités fixées par les commissions paritaires locales, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir un emploi dans la même fonction, au prorata du nombre de périodes perdues, à un membre du personnel temporaire qui a perdu totalement ou en partie la charge qu'il prestait au sein de l'enseignement officiel subventionné, et pour autant qu'il soit porteurs du titre de capacité visé à l'article 2 et qu'il ait acquis au sein de l'enseignement officiel subventionné une ancienneté comparable aux prioritaires visés au § 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel doit compter, au sein du Pouvoir organisateur qui lui attribue l'emploi, 90 jours d'ancienneté de service sur deux années scolaires au moins au cours des 5 dernières années. »;

2° Au § 3, les mots « et temporaires non prioritaires visés au § 2bis » sont insérés entre les mots « visés au § 1^{er} » et les mots « , et suivant »;

3° Au § 5, les mots « au § 1^{er} et au § 3 » sont remplacés par les mots « aux §§ 1^{er}, 2bis et 3 »;

4° Au § 6, les mots « au § 1^{er}, alinéa 1^{er} et au § 3 » sont remplacés par les mots « aux §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2bis et 3 »;

5° au § 8, les mots « au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « aux §§ 1^{er} et 2bis ».

Art. 12. A l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} de l'article 30 du même décret, le 9° est remplacé par ce qui suit: « compter 600 jours d'ancienneté de service dans l'enseignement officiel subventionné dont 240 jours dans la fonction considérée et 360 jours dans le Pouvoir organisateur, à l'exception des membres du personnel visés à l'article 33, alinéa 2; les 600 jours d'ancienneté acquis au sein de l'enseignement officiel subventionné doivent être répartis sur trois années scolaires au moins ».

Art. 13. A l'alinéa 4 de l'article 33 du même décret, le mot « secondaire » est ajouté entre le mot « enseignement » et le mot « artistique ».

TITRE II — Dispositions visant à optimiser les mécanismes de disponibilités/réaffectations

CHAPITRE PREMIER — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 14. A l'article 159quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° après les mots « article 159ter », les mots « alinéa 2 » sont supprimés;

2° le chiffre « 40 » est remplacé par le chiffre « 25 »;

3° après les mots « dans lesquels il est nommé à titre définitif » sont ajoutés les mots « et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour à l'aide des transports en commun »;

4° un alinéa 2 est inséré rédigé comme suit :

« Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, le complément de charge peut s'opérer au-delà de 25km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance ».

Art. 15. A l'article 167ter.3 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° après les mots « sur base des dispositions », les mots « des articles 159bis, alinéa 2 et 167ter, 2, alinéa 2 » sont supprimés et remplacés par les mots « de l'article 167ter, 2, alinéa 2 »;

2° les mots « se situant à plus de 40km de son domicile » sont remplacés par les mots « d'enseignement situé à plus de 25 km du domicile du membre du personnel et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour à l'aide des transports en commun »;

3° un alinéa 2 est inséré rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la réaffectation, le rappel provisoire à l'activité de service ou le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée peut s'opérer au-delà de 25km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance ».

Art. 16. A l'article 167 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « de plus de quatre heures par jour par les transports en commun » sont remplacés par les mots « de plus de 25 km et de plus de quatre heures par jour par les transports en commun »;

2° au § 2, un alinéa 2 est inséré rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le rappel à l'activité de service ou le complément de charge peut s'opérer au-delà de 25km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance »;

3° au § 3, un alinéa 5 est inséré après l'alinéa 4 rédigé comme suit: si la réaffectation des membres du personnel entraîne pour ceux-ci un déplacement de plus de 25km et de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, ceux-ci peuvent la refuser.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la réaffectation peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance ».

CHAPITRE II — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements*

Art. 17. A l'article 13quinquies de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, entre les mots « à moins de 25 km de son domicile » et les mots « n'entraînant pas pour lui une durée de déplacement supérieure à 4heures par jour » les mots « ou » sont remplacés par les mots « et ».

CHAPITRE III — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat*

Art. 18. A l'article 47*octies*, § 1^{er} de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « n'entraînant pas pour lui une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun » sont remplacés par les mots « n'entraînant pas pour lui un déplacement supérieur à 25km et une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun »;

2° le 3ème alinéa devient l'alinéa 4 et l'alinéa 3 nouveau est rédigé comme suit :

Par dérogation à l'alinéa précédent, le complément de charge peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance. ».

Art. 19. A l'article 47*duodecies*, § 2 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 2, les mots « un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun » sont remplacés par les mots « un déplacement supérieur à 25km et une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour par les transports en commun »;

2° le 3ème alinéa devient l'alinéa 4 et l'alinéa 3 nouveau est rédigé comme suit: Par dérogation à l'alinéa précédent, le rappel à l'activité de service peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance. ».

Art. 20. A l'article 47*duodecies*, § 3 du même arrêté royal, un alinéa 1*bis* est inséré et rédigé comme suit: « si la réaffectation entraîne pour le membre du personnel un déplacement supérieur à 25km et une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour par les transports en commun, celui-ci peut la refuser. Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance ».

CHAPITRE IV — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial*

Art. 21. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, au paragraphe 4, les mots « dans un emploi d'une fonction autre que celle qui répond à la définition de même fonction telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014, qui fait partie de la même catégorie et pour l'exercice de laquelle le membre du personnel mis en disponibilité possède le titre requis dans la réglementation relative aux titres requis dans l'enseignement de la Communauté » sont remplacés par les mots « dans un emploi d'une autre fonction de la même catégorie et dans d'autres conditions que celles qui président à la réaffectation ».

Art. 22. À l'article 3 du même arrêté, au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés entre les mots « titre requis » et les mots « pour autant qu'elle »;

2° le troisième tiret est supprimé;

3° un dernier alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« Dans le cas où il n'a pu être réaffecté dans une fonction appartenant au même niveau d'enseignement que sa fonction d'origine, le membre du personnel est réaffecté, avec son accord et celui du Pouvoir organisateur dans lequel la commission l'a désigné, dans une fonction située à un autre niveau d'enseignement que celui où il a été mis en disponibilité. ».

Art. 23. À l'article 5, § 1^{er}, 4° du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « ou requis » sont ajoutés après les mots « titre suffisant »;

2° le point c) est abrogé.

Art. 24. À l'article 11 du même arrêté, un § 5 rédigé comme suit est inséré :

« § 5. Tout pouvoir organisateur qui n'a pas pu réaffecter ou rappeler provisoirement à l'activité conformément aux paragraphes précédents un membre de son personnel mis en perte partielle de charge peut au sein de l'ensemble des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, confie, avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a placé en disponibilité par défaut d'emploi et qui n'a pu être rappelé à l'activité: tout emploi vacant dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède un titre suffisant, un titre de pénurie ou un autre titre.

La disposition reprise à l'alinéa 1^{er} ne peut avoir pour effet d'attribuer en rappel provisoire à l'activité des périodes qui devraient être confiées à des membres du personnel temporaires porteurs d'un titre de catégorie supérieure ou à des membres du personnel ayant la qualité de temporaire prioritaire. ».

Art. 25. À l'article 13 du même arrêté, un dernier alinéa est ajouté au § 4, rédigé comme suit: « Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de réaffectation entre différents réseaux d'enseignement, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur d'accueil peut également demander la fin de la reconduction. Celle-ci est accordée automatiquement par la commission centrale de gestion des emplois. ».

Art. 26. À l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, il est ajouté deux nouveaux et derniers alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance.

Pour l'application du présent paragraphe, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une même commune. »;

2° au § 4, alinéa 1^{er}, le mot « dix » est remplacé par le mot « cinq »;

3° au § 4, alinéa 4, les mots « ne suspend pas » sont remplacés par les mots « est suspensive de »;

4° au paragraphe 8, le premier alinéa est remplacé par un nouvel alinéa, rédigé comme suit: « Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, si celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'y rester. ».

Art. 27. À l'article 17, § 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au point 1°, le 1^{er} tiret est complété par les mots « de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française »;

2° Au point 1°, un 3^{ème} tiret rédigé comme suit est inséré: « les membres du personnel, de leur propre initiative, dans un emploi relevant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française; »;

3° Au point 3°, les mots « en deuxième instance » sont supprimés et les mots « les décisions des Commissions zonales de gestion des emplois » sont remplacés par les mots « ses décisions »;

4° Au point 4°, les mots « alinéa 2, tirets 2 et 3 » sont remplacés par les mots « alinéas 2 et 3 »;

5° Des points 5° et 6° rédigés comme suit sont insérés :

« 5° d'entériner les prises de fonction à l'initiative des membres du personnel, pour autant qu'elles répondent aux conditions d'une réaffectation, et ce aussi si les membres du personnel proviennent d'un autre réseau d'enseignement.

6° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité dans un autre réseau d'enseignement, après qu'aient été épuisées les possibilités de réaffectation dans le réseau d'enseignement de nomination ou engagement à titre définitif. Cette réaffectation se fait avec l'accord du membre du personnel et du Pouvoir organisateur dans lequel celui-ci a été désigné par la commission. ».

CHAPITRE V — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial*

Art. 28. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, les mots « ou le titre suffisant sans composante pédagogique » sont ajoutés après les mots « possède le titre requis »;

2° un nouveau paragraphe 5 rédigé comme suit est inséré :

« § 5. Rappel provisoire en service :

1° rappel en service d'un membre du personnel dans une autre fonction de la même catégorie pour l'exercice de laquelle le membre du personnel possède soit le titre de pénurie, soit un autre titre.

2° rappel en service d'un membre du personnel dans un emploi d'une fonction d'une autre catégorie pour l'exercice de laquelle le membre du personnel possède le titre requis ou le titre suffisant ou le titre de pénurie. »;

3° les paragraphes 5 et 6 deviennent les paragraphes 6 et 7.

Art. 29. À l'article 3 du même arrêté, au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, les mots « ou le titre suffisant avec composant pédagogique pour les fonctions enseignantes, » sont ajoutés entre les mots « titres requis » et les mots « pour autant qu'elle »;

2° le troisième tiret est supprimé;

3° un dernier alinéa, rédigé comme suit, est ajouté: « Dans le cas où il n'a pu être réaffecté dans une fonction appartenant au même niveau d'enseignement que sa fonction d'origine, le membre du personnel est réaffecté, avec son accord et celui du Pouvoir organisateur dans lequel la commission l'a désigné, dans une fonction située à un autre niveau d'enseignement que celui où il a été mis en disponibilité. ».

Art. 30. À l'article 5, § 1^{er}, 4° du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « ou requis » sont ajoutés après les mots « titre suffisant »;

2° le point c) est abrogé.

Art. 31. À l'article 13 du même arrêté, un troisième alinéa est ajouté au § 4, rédigé comme suit :

« En cas de réaffectation entre différents réseaux d'enseignement ou d'un même réseau mais de caractère différent, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur d'accueil peut également demander la fin de la reconduction, auquel cas celle-ci est accordée automatiquement par la commission centrale de gestion des emplois. ».

Art. 32. Dans le même arrêté, un Section 5bis intitulée « Rappel provisoire en service des membres du personnel » et composée des articles 13bis à 13quater est insérée. Cette section est rédigée comme suit :

« Section 5bis - Rappel provisoire en service des membres du personnel

Article 13 bis - Tout pouvoir organisateur qui n'a pu réaffecter ou remettre au travail un membre de son personnel peut le rappeler provisoirement en service, au sens de l'article 2 § 5 :

- au sein du même établissement;

- au sein des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, et, dans l'enseignement fondamental, dans l'un de ses établissements appartenant à la même entité.

Article 13^{ter} - Sans préjudice des dispositions reprises à l'article 2, § 5, dans l'enseignement fondamental, le pouvoir organisateur peut également :

- Confier, avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter ou remettre au travail, tout emploi vacant dans une autre fonction d'une autre catégorie pour laquelle le membre du personnel possède le titre requis, suffisant ou de pénurie.

- Confier, avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter ou remettre au travail, tout emploi vacant dans une fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède soit le titre de pénurie, soit un autre titre.

La disposition reprise à l'alinéa 1^{er} ne peut avoir pour effet d'attribuer en rappel provisoire en service des périodes qui devraient être confiées à un membre du personnel ayant la qualité de temporaire prioritaire ou à un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de catégorie supérieure.

Article 13 *quater* - § 1^{er}. Les dispositions précisées à l'article 13^{ter} s'appliquent également à tout pouvoir organisateur qui, avec l'accord de l'agent concerné et de son pouvoir organisateur, rappellera provisoirement en service un agent mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur.

§ 2. Les fonctions attribuées par rappel provisoire en service n'ouvrent pas d'office le droit à un engagement à titre définitif dans cette autre fonction. ».

Art. 33. À l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, il est ajouté deux nouveaux et derniers alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance.

Pour l'application de l'alinéa 2, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une même commune. »;

2° au § 4, alinéas 1^{er} et 2, le mot « dix » est remplacé par le mot « cinq »;

3° au § 4, alinéa 5, les mots « ne suspend pas » sont remplacés par les mots « est suspensive de »;

4° au paragraphe 8, le premier alinéa est remplacé par un nouvel alinéa, rédigé comme suit: « Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, si celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'y rester. ».

Art. 34. À l'article 17, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au point 3°, les mots « en deuxième instance » sont supprimés et les mots « les décisions des Commissions zonales de gestion des emplois » sont remplacés par les mots « ses décisions »;

2° des points 5° et 6° rédigés comme suit sont insérés :

« 5° d'entériner les prises de fonction à l'initiative des membres du personnel, pour autant qu'elles répondent aux conditions d'une réaffectation, et ce aussi si les membres du personnel proviennent d'un autre réseau d'enseignement.

6° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité dans un autre réseau d'enseignement, après qu'aient été épuisées les possibilités de réaffectation dans le réseau d'enseignement de nomination ou engagement à titre définitif. Cette réaffectation se fait avec l'accord du membre du personnel et du Pouvoir organisateur dans lequel celui-ci a été désigné par la commission. ».

CHAPITRE VI — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés*

Art. 35. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes, » sont ajoutés entre les mots « titres requis » et les mots « et dans ce dernier cas »;

2° le troisième tiret de ce même alinéa 2 est supprimé;

3° un nouvel et dernier alinéa, rédigé comme suit, est ajouté: « Dans le cas où il n'a pu être réaffecté dans une fonction appartenant au même niveau d'enseignement que sa fonction d'origine, le membre du personnel est réaffecté, avec son accord et celui du Pouvoir organisateur dans lequel la commission l'a désigné, dans une fonction située à un autre niveau d'enseignement que celui où il a été mis en disponibilité. ».

Art. 36. À l'article 5, § 1^{er}, 4° du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « ou requis » sont insérés;

2° le point c) est supprimé.

Art. 37. À l'article 8 du même arrêté, au paragraphe 2, au point 1°, deuxième tiret, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « le titre requis ».

Art. 38. À l'article 9 du même arrêté, il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit: « Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation définitive peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance. ».

Art. 39. À l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « ou un titre suffisant » sont ajoutés après les mots « un titre requis »;

2° au paragraphe 2, troisième tiret, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « le titre requis »;

3° il est inséré un deuxième alinéa au paragraphe 2 rédigé comme suit: « Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance. ».

Art. 40. À l'article 11 du même arrêté, un dernier alinéa est ajouté au § 4, rédigé comme suit: « Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de réaffectation entre différents réseaux d'enseignement, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur d'accueil peut également demander la fin de la reconduction. Celle-ci est accordée automatiquement par la commission centrale de gestion des emplois. ».

Art. 41. À l'article 12 du même arrêté, aux points 1° et 2°, les mots « ou le titre suffisant » sont ajoutés après les mots « le titre requis ».

Art. 42. À l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- Au § 2, 4°, les mots « et pour laquelle ce membre du personnel a préalablement obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française » sont supprimés.

- Au § 3, les mots « ou du titre suffisant » sont ajoutés après les mots « porteur du titre requis ».

Art. 43. À l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré au paragraphe 1^{er} deux nouveaux et dernier alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance.

Pour l'application de l'alinéa 2, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une même commune. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « dix » est remplacé par le mot « cinq »;

3° au paragraphe 3, alinéa 4, les mots « ne suspend pas » sont remplacés par les mots « est suspensive de »;

4° au paragraphe 7, le premier alinéa est remplacé par un nouvel alinéa, rédigé comme suit: « Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, si celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'y rester. ».

Art. 44. À l'article 17, § 2 du même arrêté, des points 8° et 9° rédigés comme suit sont insérés :

« 8° d'entériner les prises de fonction à l'initiative des membres du personnel, pour autant qu'elles répondent aux conditions d'une réaffectation, et ce aussi si les membres du personnel proviennent d'un autre réseau d'enseignement.

9° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité dans un autre réseau d'enseignement, après qu'aient été épuisées les possibilités de réaffectation dans le réseau d'enseignement de nomination ou engagement à titre définitif. Cette réaffectation se fait avec l'accord du membre du personnel et du Pouvoir organisateur dans lequel celui-ci a été désigné par la commission. ».

CHAPITRE VII — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, et artistique libres subventionnés*

Art. 45. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial et artistique libres subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, au point 1°, les mots « ou le titre suffisant » sont ajoutés après les mots « le titre requis »;

2° au paragraphe 5, au point 1°, les mots « soit le titre suffisant, » et les mots « Le membre du personnel porteur d'un autre titre doit préalablement avoir obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour l'exercice de cette fonction; » sont supprimés;

3° au paragraphe 5, au point 2°, les mots « ou le titre suffisant ou de pénurie » sont insérés.

Art. 46. À l'article 3, § 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2° b), les mots « ou du titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « du titre requis »;

2° au point 3°, le troisième tiret est supprimé;

3° au même point 3°, un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est ajouté: « Dans le cas où il n'a pu être réaffecté dans une fonction appartenant au même niveau d'enseignement que sa fonction d'origine, le membre du personnel est réaffecté, avec son accord et celui du Pouvoir organisateur dans lequel la commission l'a désigné, dans une fonction située à un autre niveau d'enseignement que celui où il a été mis en disponibilité. ».

Art. 47. À l'article 9, § 1^{er}, 4° du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « ou requis » sont insérés;

2° le point c) est supprimé.

Art. 48. À l'article 14 du même arrêté, au point 1° du paragraphe 1, les mots « ou le titre suffisant » sont ajoutés après les mots « le titre requis ».

Art. 49. À l'article 15 du même arrêté, un troisième alinéa est ajouté au § 4, rédigé comme suit: « En cas de réaffectation entre différents réseaux d'enseignement ou d'un même réseau mais de caractère différent, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur d'accueil peut également demander la fin de la reconduction, auquel cas celle-ci est accordée automatiquement par la commission centrale de gestion des emplois. ».

Art. 50. À l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, les mots « ou du titre suffisant » sont ajoutés après les mots « ou du titre requis » ;

2° au paragraphe 4, les mots « le titre suffisant ou » sont supprimés ;

3° au paragraphe 5, les mots « et pour laquelle il a préalablement obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française » sont supprimés.

Art. 51. À l'article 40 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré, un nouvel alinéa 3 au paragraphe 1^{er}, rédigé comme suit :

« Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation, la remise au travail ou le rappel provisoire en service peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance » ;

2° au dernier alinéa du paragraphe 1^{er}, le chiffre « 4 » est remplacé par « 5 » ;

3° au § 4, alinéas 1^{er} et 3, le mot « dix » est remplacé par le mot « cinq » ;

4° au § 4, alinéa 5, les mots « ne suspend pas » sont remplacés par les mots « est suspensive de » ;

5° au paragraphe 8, le premier alinéa est remplacé par un nouvel alinéa, rédigé comme suit : « Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, si celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'y rester. »

Art. 52. À l'article 41 du même arrêté, au paragraphe 2, des points 8° et 9° rédigés comme suit sont insérés :

« 8° d'entériner les prises de fonction à l'initiative des membres du personnel, pour autant qu'elles répondent aux conditions d'une réaffectation, et ce aussi si les membres du personnel proviennent d'un autre réseau d'enseignement.

9° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité dans un autre réseau d'enseignement, après qu'aient été épuisées les possibilités de réaffectation dans le réseau d'enseignement de nomination ou engagement à titre définitif. Cette réaffectation se fait avec l'accord du membre du personnel et du Pouvoir organisateur dans lequel celui-ci a été désigné par la commission. »

Art. 53. À l'article 42 du même arrêté, le deuxième alinéa du paragraphe 2 est supprimé.

CHAPITRE VIII — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné*

Art. 54. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2 du paragraphe 4, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes, » sont ajoutés entre les mots « titres requis » et les mots « , et dans ce dernier cas » ;

2° le troisième tiret de ce même alinéa 2 est supprimé ;

3° au paragraphe 4, un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est ajouté après le 2^{ème} alinéa : « Dans le cas où il n'a pu être réaffecté dans une fonction appartenant au même niveau d'enseignement que sa fonction d'origine, le membre du personnel est réaffecté, avec son accord et celui du Pouvoir organisateur dans lequel la commission l'a désigné, dans une fonction située à un autre niveau d'enseignement que celui où il a été mis en disponibilité. »

Art. 55. À l'article 5, § 1^{er}, 3° du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « ou requis » sont ajoutés après les mots « titre suffisant » ;

2° le point c) est abrogé.

Art. 56. À l'article 8 du même arrêté, au paragraphe 2, au point 1°, deuxième tiret, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « le titre requis ».

Art. 57. À l'article 9 du même arrêté, il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit : « Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation définitive peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance. »

Art. 58. À l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « ou un titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « un titre requis » ;

2° au paragraphe 2 :

a) au troisième tiret, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « le titre requis ».

b) il est inséré un nouveau et dernier alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation définitive peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance. »

Art. 59. À l'article 11 du même arrêté, un dernier alinéa est ajouté au § 4, rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de réaffectation entre différents réseaux d'enseignement, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur d'accueil peut également demander la fin de la reconduction. Celle-ci est accordée automatiquement par la commission centrale de gestion des emplois. »

Art. 60. À l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, aux points 1° et 2°, les mots « ou le titre suffisant » sont ajoutés après les mots « le titre requis »;

2° au paragraphe 4, les mots « ou d'un titre suffisant » sont ajoutés après les mots « d'un titre requis »;

3° au paragraphe 5, au point 1°, les mots « le titre suffisant ou » sont supprimés;

4° au paragraphe 5, au point 2°, les mots « et pour laquelle ce membre du personnel a préalablement obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française » sont supprimés.

Art. 61. À l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré au paragraphe 1^{er} deux nouveaux et dernier alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance.

Pour l'application de l'alinéa 2, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une même commune. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « dix » est remplacé par le mot « cinq »;

3° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « n'est pas » sont remplacés par le mot « est »;

4° au paragraphe 7, le premier alinéa est remplacé par un nouvel alinéa, rédigé comme suit: « Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, si celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'y rester. »

Art. 62. À l'article 16, § 1^{er}, du même arrêté, des points 5° et 6° rédigés comme suit sont insérés :

« 5° d'entériner les prises de fonction à l'initiative des membres du personnel, pour autant qu'elles répondent aux conditions d'une réaffectation, et ce aussi si les membres du personnel proviennent d'un autre réseau d'enseignement.

6° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité dans un autre réseau d'enseignement, après qu'aient été épuisées les possibilités de réaffectation dans le réseau d'enseignement de nomination ou engagement à titre définitif. Cette réaffectation se fait avec l'accord du membre du personnel et du Pouvoir organisateur dans lequel celui-ci a été désigné par la commission. ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné*

Art. 63. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, au point 1°, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « le titre requis »;

2° au paragraphe 5:

a) au point 1°, les mots « pas le titre requis » sont remplacés par « ni le titre suffisant, ni le titre requis » et les mots « soit du titre suffisant, » ainsi que les mots « Le membre du personnel porteur d'un autre titre doit préalablement avoir obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour l'exercice de la fonction pour laquelle il est rappelé provisoirement en service » sont supprimés;

b) au point 2°, les mots « ou le titre suffisant » sont ajoutés après les mots « le titre requis ».

Art. 64. À l'article 3, § 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « On entend par la notion de même fonction celle: » sont remplacés par les mots « Pour la réaffectation, on entend par la notion de même fonction, toute fonction pour l'exercice ou l'enseignement de laquelle le membre du personnel est porteur du titre requis ou du titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes: »;

2° le troisième tiret est remplacé par ce qui suit: « - appartenant en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant uniquement soit à l'enseignement secondaire inférieur ou supérieur, soit à l'enseignement supérieur de type court; »;

3° un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« Dans le cas où il n'a pu être réaffecté dans une fonction appartenant au même niveau d'enseignement que sa fonction d'origine, le membre du personnel est réaffecté, avec son accord et celui du Pouvoir organisateur dans lequel la commission l'a désigné, dans une fonction située à un autre niveau d'enseignement que celui où il a été mis en disponibilité. ».

Art. 65. À l'article 7, § 1^{er}, 3° du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « ou requis » sont ajoutés après les mots « titre suffisant »;

2° le point c) est abrogé.

Art. 66. À l'article 11 du même arrêté, au paragraphe 1, au point 1°, les mots « ou le titre suffisant avec composante pédagogique pour les fonctions enseignantes » sont ajoutés après les mots « le titre requis ».

Art. 67. À l'article 12 du même arrêté, un dernier alinéa est ajouté au § 4, rédigé comme suit: « Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de réaffectation entre différents réseaux d'enseignement ou d'un même réseau mais de caractère différent, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur d'accueil peut également demander la fin de la reconduction. Celle-ci est accordée automatiquement par la commission centrale de gestion des emplois. ».

Art. 68. À l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

il est inséré, un nouvel alinéa 3 au paragraphe 1^{er}, rédigé comme suit: « Toutefois, en ce qui concerne la limite des 25 km, la réaffectation, la remise au travail ou le rappel provisoire en service peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance. »;

2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le mot « dix » est remplacé par le mot « cinq »;

3° au paragraphe 4, alinéa 4, les mots « ne suspend pas » sont remplacés par les mots « est suspensive de »;

4° au paragraphe 8, le point 1° est remplacé par un nouvel alinéa, rédigé comme suit: « 1° Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, si celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'y rester. ».

Art. 69. À l'article 18 du même arrêté, des points 6° et 7° rédigés comme suit sont insérés :

« 6° d'entériner les prises de fonction à l'initiative des membres du personnel, pour autant qu'elles répondent aux conditions d'une réaffectation, et ce aussi si les membres du personnel proviennent d'un autre réseau d'enseignement.

7° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité dans un autre réseau d'enseignement, après qu'aient été épuisées les possibilités de réaffectation dans le réseau d'enseignement de nomination ou engagement à titre définitif. Cette réaffectation se fait avec l'accord du membre du personnel et du Pouvoir organisateur dans lequel celui-ci a été désigné par la commission. ».

CHAPITRE X — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 70. À l'alinéa 2 de l'article 6 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le point 1 est supprimé.

Art. 71. À l'alinéa 3 de l'article 8 du même décret, le point 1 est supprimé.

Art. 72. À l'alinéa 4 de l'article 10 du même décret, le point 1 est supprimé.

Art. 73. À l'alinéa 4 de l'article 12 du même décret du 12 mai 2004, le point 1 est supprimé.

Art. 74. À l'article 27 du même décret, sont ajoutés deux nouveaux alinéas 3 et 4, rédigés comme suit:

« Les membres du personnel restant en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge sont inscrits, par le secrétariat de la commission compétente, dans la base de données visée à l'article 27 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux membres du personnel en perte de charge dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. ».

CHAPITRE XI — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

Art. 75. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 7 du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française :

1° au § 1^{er}, le point 2° est abrogé;

2° le § 2 est complété par les mots « ainsi que rendre un avis sur les recours visés à l'article 32, § 2 ».

CHAPITRE XII — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

Art. 76. A l'article 83, alinéa 1^{er}, 4° du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de Religion, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « ou requis » sont ajoutés;

2° le point c) est supprimé.

TITRE III — Dispositions visant à simplifier le régime des « titres et fonctions »

CHAPITRE PREMIER — *Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 77. A l'article 12bis, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement les modifications suivantes sont apportées au troisième et dernier alinéa :

1° les mots « Le présent article » sont remplacés par « Le précédent alinéa »;

2° les mots « d'une part, et aux maîtres et professeurs de religion dans l'enseignement fondamental, secondaire et supérieur, d'autre part » sont supprimés.

CHAPITRE II — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 78. A l'article 20, § 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « après avis de la Commission inter réseaux des titres de capacité (CITICAP) visée à l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française » sont supprimés.

Art. 79. A l'article 31, alinéa 1^{er} du même arrêté royal, tel que remplacé par le décret du 11 avril 2014, le point 5° est supprimé et remplacé par un point 5° rédigé comme suit: « être porteur d'un titre requis ou d'un titre suffisant fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations successives prévues à l'article 20, § 2 et § 3, pendant au moins 300 jours de service dans la fonction répartis sur 2 années scolaires au moins pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie et pendant au moins 600 jours d'ancienneté de fonction répartis sur minimum 4 années scolaires consécutives pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des autres titres ».

Art. 80. A l'article 31^{ter}, alinéa 1^{er} du même arrêté royal, tel que remplacé par le décret du 11 avril 2014, le point 5°^{bis} est supprimé et remplacé par un point 5°^{bis} rédigé comme suit: « être porteur dans l'enseignement secondaire de promotion sociale d'un titre requis ou d'un titre suffisant fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations successives prévues à l'article 20, § 2 et § 3, pendant au moins 300 jours de service dans la fonction répartis sur 2 années scolaires au moins pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie et pendant au moins 600 jours d'ancienneté de fonction répartis sur minimum 4 années scolaires consécutives pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des autres titres ».

Art. 81. A l'article 39, a) du même arrêté royal, l'alinéa 1^{er} est supprimé et remplacé par un alinéa 1 rédigé comme suit: « sont seuls pris en considération les services effectifs rendus dans l'enseignement de l'état soit depuis que le candidat porte le titre requis ou le titre suffisant pour la fonction à laquelle il est candidat à une désignation en qualité de temporaire prioritaire, soit lorsque les dérogations successives prévues à l'article 20, § 2 et § 3 ont été accordées, à partir du 301^{er} jour à l'expiration de la deuxième année scolaire pour les titres de pénurie dans la fonction considérée ou du 601^{er} jour ouvré et à l'expiration de la quatrième année scolaire pour les autres titres dans la fonction considérée ».

Art. 82. A l'article 40^{bis} du même arrêté royal, le point 1° est supprimé et remplacé par un point 1° rédigé comme suit: « sont seuls pris en considération les services effectifs rendus en fonction principale dans la fonction considérée et dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française soit depuis que le candidat porte le titre requis ou le titre suffisant pour la fonction visée à l'article 31^{quater}, soit lorsque les dérogations successives prévues à l'article 20, § 2 et § 3 ont été accordées, à partir du 301^{er} jour ouvré à l'expiration de la deuxième année scolaire pour les titres de pénurie dans la fonction considérée ou à partir du 601^{er} jour ouvré et à l'expiration de la quatrième année scolaire pour les autres titres dans la fonction considérée ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat*

Art. 83. A l'article 5, § 3 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat, les mots « après avis de la Commission inter réseaux des titres de capacité (CITICAP) visée à l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française » sont supprimés.

Art. 84. A l'article 5^{quater}, § 5 du même arrêté royal, les mots « au candidat répondant aux conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014, puis » sont insérés entre les mots « La priorité est accordée » et les mots « au candidat possédant un titre pédagogique ».

Art. 85. A l'article 12, alinéa 1^{er} du même arrêté royal, tel que remplacé par le décret du 11 avril 2014, le point 5° est supprimé et remplacé par un point 5° rédigé comme suit :

« être porteur d'un titre requis ou d'un titre suffisant fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations successives prévues à l'article 5, § 3, pendant au moins 600 jours d'ancienneté de fonction répartis sur minimum 4 années scolaires consécutives pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des autres titres ».

Art. 86. A l'article 14, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté royal, les mots « ou a fait l'objet de dérogations successives prévues à l'article 5, § 3, pendant au moins 600 jours d'ancienneté de fonction répartis sur minimum 4 années scolaires consécutives pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des autres titres » sont insérés entre les mots « porte le titre requis, suffisant ou de pénurie » et les mots « pour la fonction à laquelle il sollicite son admission au stage ».

CHAPITRE IV — *Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 87. A l'article 29^{quater} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au point 5, dans le 3^{ème} tiret les mots « ou un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 » sont insérés après les mots « le titre suffisant »;

2° Au point 7, dans le deuxième tiret, les mots « ou d'un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 » sont insérés après les mots « du titre suffisant ».

Art. 88. A l'article 34, § 2 du même décret, dans le deuxième tiret les mots « ou d'un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 » sont insérés après les mots « du titre suffisant ».

Art. 89. A l'article 35, § 1^{er} du même décret, dans l'alinéa 3, les mots « d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont remplacés par les mots « soit d'un titre requis, soit d'un titre suffisant, soit d'un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 90. A l'alinéa 2 de l'article 42, § 1^{er} du même décret, les mots « d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont remplacés par les mots « soit d'un titre requis, soit d'un titre suffisant, soit d'un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 ».

CHAPITRE V — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 91. A l'article 24 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1^{er}, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) Dans le deuxième tiret, au point 2°, les mots « ou un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 » sont insérés après les mots « un titre suffisant »;

b) Dans le troisième tiret, les mots « le titre requis ou le titre suffisant » sont remplacés par les mots « soit le titre requis, soit le titre suffisant, soit un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 ».

2° Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014, » sont insérés entre les mots « titre suffisant » et les mots « et dans laquelle ».

Art. 92. A l'alinéa 2 de l'article 30, § 1^{er}, du même décret, les mots « du titre requis ou du titre suffisant » sont remplacés par les mots « soit du titre requis, soit du titre suffisant, soit d'un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 ».

CHAPITRE VI — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 93. A l'article 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « 31 décembre » sont remplacés par les mots « 30 juin »;

2° A l'alinéa 3, les mots « 1^{er} novembre » sont remplacés par les mots « 31 mars »;

3° Dans le même alinéa 3, les mots « chambre de la Commission interréseaux des titres de capacité chargée des titres pénurie non listés » sont remplacés par les mots « Commission interréseaux des titres de capacité ».

Art. 94. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « de la chambre visée » sont remplacés par le mot « visées »;

2° A l'alinéa 4, le 1° est supprimé;

3° A l'alinéa 5, le 3° est supprimé;

4° A l'alinéa 6, les mots « Chambre précitée » sont remplacés par les mots « Commission interréseaux des titres de capacité ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

Art. 95. A l'article 18 décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, modifié par le décret du 30 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le titre requis ou le titre suffisant » sont remplacés par les mots « soit le titre requis, soit le titre suffisant, soit un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 »;

2° Au § 2, les mots « le titre requis ou le titre suffisant » sont remplacés par les mots « soit le titre requis, soit le titre suffisant, soit un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 96. A l'article 20, § 2 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 30 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le point 1° est supprimé;

2° Dans le point 2°, devenant point 1°, les mots « et de la catégorie des titres » sont remplacés par le mot « ou »;

3° Le point 3°, devenant point 2°, est remplacé par ce qui suit:

« après épuisement des porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis ou suffisants et de la catégorie des titres de pénurie, un candidat porteur d'un autre titre, conformément à l'article 16 du décret du 11 avril 2014. ».

Art. 97. A l'article 23 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 30 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « un des titre requis ou suffisants en rapport avec la fonction à conférer » sont remplacés par les mots « soit un titre requis, soit un titre suffisant, soit un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 en rapport avec la fonction à conférer »;

2° Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « un des titres requis ou suffisants en rapport avec la fonction à conférer » sont remplacés par les mots « soit un titre requis, soit un suffisant, soit autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014 en rapport avec la fonction à conférer ».

Art. 98. A l'article 24, § 1^{er}, 5°, modifié en dernier lieu par le décret du 30 juin 2016, les mots « d'un titre requis ou suffisant » sont remplacés par les mots « soit d'un titre requis, soit d'un titre suffisant, soit d'un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014, ».

Art. 99. A l'article 31, § 1^{er}, 5°, modifié en dernier lieu par le décret du 30 juin 2016, les mots « d'un titre requis ou suffisant » sont remplacés par les mots « soit d'un titre requis, soit d'un titre suffisant, soit d'un autre titre remplissant en outre les conditions fixées par l'article 36, § 3 du décret du 11 avril 2014, ».

Art. 100. A l'article 32 du même décret, modifié par le décret du 30 juin 2016, les mots « requis ou du titre suffisant » sont remplacés par les mots « visé à l'article 31, § 1^{er}, 5° ».

CHAPITRE VIII — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 101. A l'article 2, 14° du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes, les mots « toute autre compétence de base, certifiée ou non certifiée, reconnue par la Commission visée au 15°, comme pouvant suffire à défaut de titres visés au 10°, 11° et 12°, à l'exercice momentané d'une fonction de base ou d'une fonction enseignante » sont remplacés par les mots « toute autre compétence de base, certifiée ou non certifiée, considérée comme pouvant suffire à défaut de titres visés au 10°, 11° et 12°, à l'exercice d'une fonction de base ou d'une fonction enseignante ».

Art. 102. A l'article 16 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au début du § 2, les mots « A l'exception de la catégorie des autres titres » sont ajoutés;

2° à l'alinéa 1^{er} du § 6, les mots « la Commission est habilitée à admettre d'autres titres selon des modalités arrêtées par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « tout porteur d'autres titres peut être recruté. »;

3° les alinéas 2 à 6 du § 6 sont supprimés;

4° le § 6bis est supprimé.

Art. 103. Au § 1 de l'article 17 du même décret, les termes « Sauf exception prévue dans l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, exception ne valant que pour la fonction concernée, » sont ajoutés avant les termes « Satisfait à la condition de possession de la composante pédagogique adéquate pour la constitution d'un titre de capacité ».

Art. 104. L'alinéa 1^{er} de l'article 26 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les primo-recrutements s'effectuent en priorisant la catégorie des porteurs de titres de capacité requis ou suffisants sur la catégorie des porteurs de titres de capacité de pénurie et la catégorie des porteurs de titres de capacité de pénurie sur tout autre titre. ».

Art. 105. A l'article 27, § 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est supprimé;

2° à l'alinéa 4, 4°, les mots « la chambre décisionnelle créée en application de l'article 48 en vue d'exercer la mission visée à l'article 39, 4°. » sont remplacés par les mots « l'ancienne chambre décisionnelle de la pénurie ».

Art. 106. A l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 5, alinéa 2, les mots « lorsqu'il recrute le porteur d'un autre titre qui ne répond pas encore aux dispositions de l'article 36§ 3 ou qu'il recrute dans le cadre des périodes additionnelles visées à l'article 5 du décret du 14 mars 2019 portant dispositions diverses relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, sont insérés entre les mots « cette consultation » et les mots « le pouvoir organisateur »;

2° un § 6 rédigé comme suit est inséré :

« § 6. Outre les voies décrétales et réglementaires d'application en matière de contrôle et de sanction des dispositions statutaires, les modalités de contrôle du respect, par le pouvoir organisateur, des règles de priorisation des titres reprises à la présente section IV sont fixées par le Gouvernement. ».

Art. 107. A l'article 29bis, § 3, alinéa 1^{er} du même décret, les mots « lorsqu'il recrute le porteur d'un autre titre ou qu'il recrute dans le cadre des périodes additionnelles visées à l'article 5 du décret du 14 mars 2019 portant dispositions diverses relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, sont ajoutés avant les mots « Le pouvoir organisateur ».

Art. 108. L'article 29quater du même décret est supprimé.

Art. 109. L'article 31bis du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation, dans le champ de la priorisation des porteurs de titres requis ou suffisants sur les porteurs de titres de pénurie, le porteur d'un titre requis ou d'un titre suffisant engagé dans le cadre de l'application de l'article 29 ou 29bis et porteur d'un titre pédagogique ou le porteur d'un titre de pénurie engagé dans le cadre de l'application de l'article 29 ou 29bis et porteur d'un titre pédagogique exerçant à ce(s) titre(s) une ou plusieurs fonctions à prestations incomplètes formant au total au moins la moitié du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes peut voir sa charge étendue, dans l'enseignement spécialisé de forme 4, dans une fonction pour laquelle il possède un titre de pénurie. Cette extension est limitée à maximum le quart du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes.

L'exercice de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut porter préjudice à un membre du personnel mieux titré pour cette même fonction ou une de ces fonctions, candidat pour une de ces fonctions au sein du Pouvoir organisateur. ».

Art. 110. A l'article 32 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est supprimé;

2° Au § 2 devenu le § 1^{er}, les mots « requis et » sont insérés entre le mot « titres » et le mot « suffisants »;

3° au § 5 devenu le § 4, le chiffre « 4 » est remplacé par le chiffre « 3 ».

Art. 111. A l'article 33 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Par dérogation, un membre du personnel, porteur d'un titre requis ou suffisant et nommé ou engagé à titre définitif, exerçant ou ayant exercé une ou plusieurs fonctions enseignantes à prestations incomplètes formant au total au moins le tiers du nombre d'heures requis pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes durant l'année scolaire précédente ou en cours, peut voir sa charge étendue, dans l'enseignement

spécialisé de forme 4, dans une ou plusieurs fonction(s) pour la(les)quelle(s) il possède un titre de pénurie. Cette extension est limitée à maximum le quart du nombre d'heures requis pour une fonction à prestation complète. »;

2° Au § 2, les mots « suffisant ou » sont supprimés.

Art. 112. L'article 34 du même décret est supprimé.

Art. 113. Dans l'article 35 du même décret, les mots « ou suffisant » sont insérés entre les mots « autre que requis » et les mots « peut-être ».

Art. 114. A l'article 36 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° un § 3 rédigé comme suit est inséré :

« Par dérogation aux § 1^{er} et § 2, peut faire valoir ses droits statutaires à la priorité à la désignation ou à l'engagement à titre temporaire, ou à la nomination ou l'engagement à titre définitif, le titulaire d'une fonction de recrutement visée à l'article 1^{er}, alinéa 3, porteur d'un autre titre qui :

1° possède, pour les fonctions enseignantes, un titre pédagogique répondant au prescrit de l'article 17 tenant compte du ou des niveau(x) dans le(s)quel(s) la fonction est exercée et de l'expérience utile du métier lorsque cette dernière est constitutive du titre de capacité suffisant ou requis;

2° a cumulé 600 jours d'ancienneté dans la fonction dans l'enseignement organisé et officiel subventionné ou 720 jours d'ancienneté dans la fonction dans l'enseignement libre subventionné, répartis sur au moins 4 années consécutives au sein d'un même Pouvoir organisateur et calculés selon les modalités propres à chaque statut. ».

2° un § 4 rédigé comme suit est inséré :

« § 4. Dans les fonctions pour lesquelles le Gouvernement n'a fixé que des titres de capacité requis, un pouvoir organisateur ne peut pas recruter le porteur d'un autre titre. ».

Art. 115. A l'article 37 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « ou assimilé en vertu de l'article 37, § 2bis » sont supprimés;

2° le § 2bis est supprimé;

3° à l'alinéa 1^{er} du § 3, les mots visée aux §§ 2 et 2bis » sont remplacés par les mots « visée au § 2 »;

4° l'alinéa 2 du § 3 est supprimé.

Art. 116. Le 4° de l'alinéa 2 de l'article 39 du même décret est supprimé.

Art. 117. A l'article 48 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « points 4° et 7°, deux chambres décisionnelles placées » sont remplacés par les mots « point 7°, une chambre décisionnelle placée »;

2° au § 2, les mots « Ces chambres décisionnelles sont chacune composées » sont remplacés par les mots « Cette chambre décisionnelle est composée »;

3° au § 3, le mot « chaque » est remplacé par le mot « la ».

Art. 118. Dans le même décret, un article 293/4 rédigé comme suit est inséré :

« Article 293/4. – Les membres du personnel ayant bénéficié du mécanisme d'assimilation prévu à l'ancien article 37, § 2bis, bénéficient du mécanisme dérogatoire prévu à l'article 36, § 3. ».

TITRE IV — Dispositions visant à clarifier et élargir le champ d'application des périodes additionnelles

Art. 119. A l'article 5 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 2, l'alinéa 6 est complété par ce qui suit: « ou à un membre du personnel temporaire classé dans les premiers groupes visés à l'article 2§§ 1 et 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969, fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, et ce peu importe son statut dans le pouvoir organisateur dans lequel il preste les périodes additionnelles. »;

b) un § 3 rédigé comme suit est inséré :

« § 3. Ne sont pas couverts par la notion de « congé » visé au § 2, alinéa 2, b et au § 2, alinéa 3, c :

a) le congé pour interruption de la carrière professionnelle visé dans l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

b) la disponibilité précédant la pension de retraite visée dans l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

c) le congé pour l'exercice provisoire d'une fonction de sélection visé à l'article 14, § 1^{er}, 1° de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

d) le congé pour l'exercice provisoire d'une fonction de promotion visé à l'article 14, § 1^{er}, 2° de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

e) le congé pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité visé aux articles 19 à 22bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

f) le congé pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques visé aux articles 22ter à 22nonies de l'arrêté royal du 15 janvier 1975 précité;

g) le congé pour prestations réduites en cas de maladie professionnelle;

h) le congé pour prestations réduites en cas d'accident du travail ou d'accident survenu sur le chemin du travail;

i) le congé syndical permanent visé à l'article 29 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

- j) la perte partielle de charge ou disponibilité par défaut d'emploi sans qu'une réaffectation ait eu lieu;
- k) le congé pour accomplir un stage dans un autre emploi visé à l'article 9, littéra b de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;
- l) l'absence de longue durée justifiée par des raisons familiales visées par l'arrêté royal du 25 novembre 1976 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales;
- m) les écarterments des femmes enceintes ou allaitantes (rémunérés ou non). ».

Art. 120. L'arrêté royal du 15 avril 1958 accordant une allocation pour surcroît de travail à certains membres du personnel enseignant et assimilé du Ministère de l'Instruction publique est abrogé.

TITRE V — Dispositions visant à simplifier la logique barémique

Art. 121. A l'article 50 du décret du 11 avril 2014 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 4, le mot « bénéficiera » est remplacé par les mots « et le porteur d'un titre de capacité autre, tel que visé à l'article 16, § 6 du présent décret bénéficieront »;

2° l'alinéa 5 du § 1^{er} est supprimé;

3° au § 2, alinéa 4, le mot « bénéficiera » est remplacé par les mots « et le porteur d'un titre de capacité autre, tel que visé à l'article 16, § 6 du présent décret bénéficieront »;

4° l'alinéa 5 du § 2 est supprimé;

5° au § 4, alinéa 5, le mot « bénéficiera » est remplacé par les mots « et le porteur d'un titre de capacité autre, tel que visé à l'article 16, § 6, du présent décret disposant de la composante disciplinaire reprise sous 1° ou 2°, bénéficieront »;

6° les alinéas 6 et 7 du § 4 sont supprimés.

TITRE VI — Disposition relative à la transposition de la directive 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

Art. 122. A l'article 12bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« Avant d'adopter de nouvelles dispositions limitant l'accès à une fonction des personnels de l'enseignement ou à son exercice ou avant de modifier de telles dispositions existantes, il est procédé à un examen de proportionnalité.

Les modalités de cet examen sont fixées par le Gouvernement en vue d'assurer la transposition de la directive 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions. ».

TITRE VII. — Disposition relative à la programmation d'options dans l'enseignement secondaire ordinaire qualifiant, ainsi que dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, en vue d'empêcher leur morcellement »

Art. 123. A l'article 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 2, les termes « Pour les années scolaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 » sont remplacés par les mots « Pour les années scolaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021 »;

2° A l'alinéa 2, 2°, les termes « pour l'année scolaire 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ou 2018-2019, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ou 2018-2019 » sont remplacés par les mots « pour l'année scolaire 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ou 2019-2020, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ou 2019-2020 ». »

TITRE VIII. — Disposition relative au calcul de l'encadrement dans l'enseignement maternel du 1^{er} octobre 2020 en raison de la crise COVID-19.

Art. 124. A l'article 42 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 41, l'encadrement calculé au 1^{er} octobre 2020 n'est pas revu à la baisse s'il est inférieur à celui calculé au 1^{er} octobre 2019. »

TITRE IX. — Disposition finale

Art. 125. Les mesures mises en œuvre pour lutter contre la pénurie des enseignants visées par le présent décret font l'objet d'une évaluation bisannuelle par les Services du Gouvernement. Cette évaluation fera l'objet d'un rapport au Parlement communiqué par le Ministre ayant l'Education et par le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

TITRE X. — Entrée en vigueur

Art. 126. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2020 à l'exception du titre 3 qui entre en vigueur pour l'année scolaire 2020-2021 et de l'article 123 qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Les articles 22, 1°; 29, 1°; 35, 1°; 37; 39, 2°; 46, 1°; 54, 1°; 56; 58, 1° et 2°, a); 63, 1°; 64, 1°; 66; 96; 104 et 109 à 113 cessent de produire leurs effets le 1^{er} septembre 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et
de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—
Note

Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 107-1. – Amendement(s) en commission, n° 107-2 – Texte adopté en commission, n° 107-3 – Amendement(s) en séance, n° 107-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 107-5.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 16 juillet 2020.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/42512]

17 JULI 2020. — Decreet inzake maatregelen ter bestrijding van de schaarste

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL EEN. — Bepalingen voor een snellere stabilisatie van beginnende leerkrachten door middel van verlof en de valorisatie van de anciënniteit ongeacht de Inrichtende macht

EERSTE HOOFDSTUK. — Bepalingen tot invoering van een verlof om voorlopig hetzelfde ambt in het onderwijs binnen dezelfde of een andere inrichtende macht te vervullen

EERSTE AFDELING. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 20 december 2012

Artikel 1. In bovengenoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974 wordt een artikel *16bis* ingevoegd, dat als volgt luidt "Artikel *16bis*.- § 1. Het in dit hoofdstuk bedoelde verlof wordt van rechtswege, ten belope van hetzelfde opdrachtvolume, toegekend aan een personeelslid dat een wervingsambt bekleedt en daarom verzoekt, nadat hij het gedurende een volledig schooljaar of academiejaar genoten heeft.

Het recht op deze verlenging is beperkt tot drie keer, d.w.z. drie opeenvolgende school- of academiejaren, indien het verlof betrekking heeft op hetzelfde ambt en bij dezelfde inrichtende macht.

Na deze periode wordt de betrekking waarvan het personeelslid titularis is, definitief vacant.

De aanvraag wordt jaarlijks door het personeelslid bij zijn of haar inrichtende macht ingediend, en uiterlijk op 1 juni van het voorafgaande schooljaar.

§ 2 Op verzoek van het personeelslid wordt het recht op deze verlenging verhoogd met drie extra achtereenvolgende school- of academiejaren, dat wil zeggen met een maximum van zes jaar, indien het in dit hoofdstuk of in hoofdstuk III bis bedoelde verlof gedurende die periode wordt toegekend aan het personeelslid voor een ander ambt dan dat waarvoor hij oorspronkelijk werd toegelaten, of bij een andere inrichtende macht dan die waarin hij oorspronkelijk werd toegelaten.

In afwijking van § 1, lid 3, komt de betrekking waarvan het personeelslid titularis is na deze zes opeenvolgende jaren definitief vrij.

De aanvraag wordt jaarlijks door het personeelslid bij zijn of haar inrichtende macht ingediend, en uiterlijk aan het einde van elk schooljaar of academiejaar. ».

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, dat als volgt luidt:

"HOOFDSTUK IIIbis. - Verlof om voorlopig hetzelfde ambt in het onderwijs te vervullen, binnen dezelfde inrichtende macht of bij een andere inrichtende macht.

Artikel *16ter*. - Het verlof kan door de inrichtende macht of de afgevaardigde ervan aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden verleend om voorlopig hetzelfde ambt in het onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, binnen dezelfde inrichtende macht of binnen een andere inrichtende macht uit te oefenen.

Het in lid 1 bedoelde verlof wordt bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit, overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Het in het eerste lid bedoelde verlof kan worden toegekend voor alle of een deel van de prestaties die het personeelslid in vast verband verricht.

Artikel *16quater* - De bepalingen van dit hoofdstuk zijn eveneens van toepassing op de tijdelijke personeelsleden voor onbepaalde duur van de hogescholen, de hogere kunstscholen en het uitdovingskader van de voormalige hogere instituten voor Architectuur die ten minste zes jaar dienstanciënniteit tellen.

De in het eerste lid bedoelde anciënniteit wordt berekend, naargelang het geval, overeenkomstig de artikelen 38 en *38bis* van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel en van het pedagogisch hulppersoneel van de hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd of overeenkomstig de artikelen 163 en *163bis* van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten).

Artikel 16quinquies - § 1. Het in dit hoofdstuk bedoelde verlof wordt van rechtswege, ten belope van hetzelfde opdrachtvolume, toegekend aan een personeelslid dat een aanwervingsambt bekleedt en daarom verzoekt, na het gedurende een volledig schooljaar of academiejaar genoten te hebben.

Het recht op deze verlenging is beperkt tot drie keer, d.w.z. drie opeenvolgende school- of academiejaren, indien het verlof betrekking heeft op hetzelfde ambt en bij dezelfde inrichtende macht.

Na deze periode wordt de betrekking waarvan het personeelslid titularis is definitief vacant, behalve wanneer verlof is verleend op grond van de bepalingen van artikel 29 quater, 1^oter, 2^o en 2^obis van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De aanvraag wordt jaarlijks door het personeelslid bij zijn of haar inrichtende macht ingediend, en uiterlijk op 1 juni van het voorafgaande schooljaar.

§ 2 Op verzoek van het personeelslid wordt het recht op deze verlenging verhoogd met drie extra achtereenvolgende school- of academiejaren, dat wil zeggen met een maximum van zes jaar, indien het in dit hoofdstuk of in hoofdstuk III bedoelde verlof gedurende die periode wordt toegekend aan het personeelslid voor een ander ambt dan dat waarvoor hij oorspronkelijk werd toegelaten, of bij een andere inrichtende macht dan die waarin hij oorspronkelijk werd toegelaten.

In afwijking van § 1, lid 3, komt de betrekking waarvan het personeelslid titularis is na deze zes opeenvolgende jaren definitief vrij.

De aanvraag wordt jaarlijks door het personeelslid ingediend bij zijn of haar inrichtende macht, en uiterlijk op het einde van elk schooljaar of academiejaar”.

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 3. In artikel 42 van het decreet van 24 juli 1997, zoals aangevuld door het decreet van 20 december 2012, wordt in lid 3 een punt 11 bis ingevoegd, dat als volgt luidt :

”11 bis° om voorlopig hetzelfde ambt in het onderwijs te vervullen, binnen dezelfde inrichtende macht of bij een andere inrichtende macht;”.

Afdeling III — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 4. In artikel 124bis van het decreet van 20 december 2001, zoals ingevoegd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt een punt 7 bis ingevoegd dat als volgt luidt:

”7bis° een verlof krijgen om tijdelijk hetzelfde ambt in het onderwijs, binnen dezelfde inrichtende macht of binnen een andere inrichtende macht uit te oefenen;”.

Art. 5. In artikel 151 van hetzelfde decreet wordt in lid 3 een punt 14 bis ingevoegd, dat als volgt luidt

”14bis) om voorlopig hetzelfde ambt in het onderwijs uit te oefenen, binnen dezelfde inrichtende macht of binnen een andere inrichtende macht;”.

Art. 6. In artikel 251bis van hetzelfde decreet wordt een punt 7bis ingevoegd, dat als volgt luidt:

”7bis) een verlof krijgen om voorlopig hetzelfde ambt in het onderwijs, binnen dezelfde inrichtende macht of in een andere inrichtende macht uit te oefenen;”.

Art. 7. In artikel 381bis van hetzelfde decreet wordt een punt 7 bis ingevoegd, dat als volgt luidt

”7bis° een verlof krijgen om voorlopig hetzelfde ambt in het onderwijs, binnen dezelfde inrichtende macht of in een andere inrichtende macht uit te oefenen;”.

HOOFDSTUK II — *Wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 8. In artikel 18 van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Voor de berekening van de twee in lid 1 bedoelde opeenvolgende jaren wordt ook rekening gehouden met elk ander verlof dan politiek verlof, moederschapsverlof, pleeggezin met het oog op adoptie of informele voogdij, voor vakbondsactiviteiten, voor activiteiten in een ministerieel ambt, voorlopig een ander ambt of hetzelfde ambt in het onderwijs te vervullen, anders dan universitair onderwijs, wegens ziekte of gebrekkigheid of wegens loopbaanonderbreking, dat volgt op of voorafgaat aan de terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen, tenzij het personeelslid tussen dit laatste en het andere verlof de daadwerkelijke uitoefening van zijn of haar ambt gedurende ten minste één schooljaar heeft hervat. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs*

Art. 9. In artikel 17bis van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt een lid 6 ingevoegd, dat als volgt luidt: ”In afwijking van het eerste lid wordt de betrekking waarvan een personeelslid titularis is en dat met opdrachtverlof is als bedoeld in artikel 14 vacant op de eerste werkdag van de maand die volgt op de kennisgeving van de ongeschiktheid door de Office médico-social, indien deze ongeschiktheid van blijvende aard is.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen met betrekking tot het laten gelden van de anciënniteit ongeacht de inrichtende macht*

Eerste afdeling. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 10. In artikel 29^{quater}, punt 14°, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de drie streepjes vervangen door de volgende tekst :

- "- groep A, van 480 tot 719 dagen anciënniteit;
- groep B, van 720 tot 1079 dagen anciënniteit;
- groep C, van 1080 tot 1439 dagen anciënniteit".

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs

Art. 11. In artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een § 2^{bis} wordt ingevoegd die als volgt luidt :

"§ 2^{bis}. Zodra de in § 1 bedoelde lijst van prioritaire kandidaten is uitgeput, en overeenkomstig de door de plaatselijke paritaire comités vastgestelde procedures, is de inrichtende macht verplicht een betrekking in hetzelfde ambt aan te bieden aan een tijdelijke personeelslid dat zijn opdracht binnen het gesubsidieerde officiële onderwijsstelsel geheel of gedeeltelijk heeft verloren, mits hij houder is van het in artikel 2 bedoelde bekwaamheidsbewijs en binnen het gesubsidieerde officiële onderwijsstelsel een anciënniteit heeft verworven die vergelijkbaar is met die van de in § 1 bedoelde prioritaire kandidaten.

Voor de toepassing van lid 1 moet het personeelslid binnen de inrichtende macht die hem/haar de betrekking toewijst, over een anciënniteit beschikken van 90 dagen over ten minste twee schooljaren in de afgelopen vijf jaar";

2° In § 3 worden de woorden "en tijdelijke niet-prioritaire personen bedoeld in § 2^{bis}" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in § 1" en de woorden ", en volgende";

3° In § 5 worden de woorden "in § 1 en § 3" vervangen door de woorden "in §§ 1, 2^{bis} en 3";

4° In § 6 worden de woorden "in § 1, lid 1 en § 3" vervangen door de woorden "in §§ 1, leden 1, 2^{bis} en 3";

5° in § 8 worden de woorden "in § 1" vervangen door de woorden "in §§ 1 en 2^{bis}".

Art. 12. In artikel 30, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt punt 9° vervangen door de volgende tekst: "600 dagen dienstanciënniteit tellen in het gesubsidieerd officieel onderwijs, inclusief 240 dagen in het bedoelde ambt en 360 dagen bij de Inrichtende macht, met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 33, lid 2; de 600 dagen anciënniteit verworven in het gesubsidieerd officieel onderwijs moeten worden gespreid over ten minste drie schooljaren".

Art. 13. In het vierde lid van artikel 33 van hetzelfde decreet wordt tussen de woorden "onderwijs" en "artistiek" het woord "secundair" toegevoegd.

TITEL II. — *Bepalingen om het optimaliseren van de stelsels voor de terbeschikkingstelling en de reffectaties*

EERSTE HOOFDSTUK. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 14. In artikel 159^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden "artikel 159 ter" worden de woorden "lid 2" geschrapt;

2° het getal "40" wordt vervangen door het getal "25";

3° na de woorden "waarin hij in vast verband is benoemd" worden de woorden "en die voor hem een reistijd van meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer zouden meebrengen" toegevoegd;

4° Er wordt een lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt :

"Wat de limiet van 25 km betreft, mag de extra opdracht echter verder dan 25 km worden uitgevoerd indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij gedeeltelijk zijn opdracht heeft verloren, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden".

Art. 15. In artikel 167^{ter.3} van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden "op grond van de bepalingen" worden de woorden "van de artikelen 159 bis, tweede lid, en 167 ter, tweede lid" geschrapt en vervangen door de woorden "van artikel 167 ter, tweede lid";

2° de woorden "op meer dan 40 km van de woonplaats van het personeelslid" worden vervangen door de woorden "op meer dan 25 km van de woonplaats van het personeelslid, waardoor het personeelslid meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer zou moeten reizen";

3° Er wordt een lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt :

"In afwijking van het voorgaande lid kan de reffectatie, de voorlopige indienstterugroeping of de terugroeping in dienstactiviteit voor onbepaalde duur plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het tijdstip waarop hij gedeeltelijk zijn opdracht heeft verloren, zich op een grotere afstand bevond, zonder dat hij evenwel verder dan deze afstand kan werken".

Art. 16. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 167 van hetzelfde koninklijk besluit :

1° in § 2 worden de woorden "van meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer" vervangen door de woorden "van meer dan 25 km en meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer";

2° in § 2 wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt :

"In afwijking van het voorgaande lid kan de indienstterugroeping of de extra opdracht worden uitgevoerd over een afstand van meer dan 25 km indien de vestiging waar het personeelslid werkte op het moment dat hij gedeeltelijk van zijn opdracht werd ontheven, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden;

3° in § 3 wordt na lid 4 een vijfde lid ingevoegd, dat als volgt luidt:" indien de reffectatie van de personeelsleden een traject van meer dan 25 km en meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer omvat, kan het personeelslid deze weigeren".

In afwijking van het vorige lid kan de reffectatie plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking, zich op een grotere afstand bevond, maar niet verder dan die afstand".

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen

Art. 17. In artikel 13^{quinquies} van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden tussen de woorden "binnen 25 km van zijn woonplaats" en de woorden "met een reistijd van niet meer dan 4 uur per dag" en het woord "of" herhaald vervangen door het woord "en".

HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 18. In artikel 47^{octies}, § 1 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "die voor hem niet leiden tot een reistijd van meer dan vier uur per dag, met gebruikmaking van het openbaar vervoer" worden vervangen door de woorden "die voor hem niet leiden tot een reistijd van meer dan 25 km en een reistijd van meer dan vier uur per dag, met gebruikmaking van het openbaar vervoer";

2° het derde lid wordt lid 4 en het nieuwe lid 3 wordt als volgt geformuleerd :

"In afwijking van het voorgaande lid mag de extra opdracht over een afstand van meer dan 25 km worden uitgevoerd, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment van het gedeeltelijk verlies van opdracht, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden".

Art. 19. In artikel 47^{duodecies}, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 worden de woorden "een reis van meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer" vervangen door de woorden "een reis van meer dan 25 km en een reistijd van meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer";

2° het derde lid wordt lid 4 en het nieuwe lid 3 wordt als volgt geformuleerd :

"In afwijking van het vorige lid kan de terugroeping in dienst worden verricht over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid zijn ambt uitoefende op het moment dat hij wegens ontstentenis van betrekking in dienst werd genomen, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze terugroeping niet verder dan die afstand worden verricht".

Art. 20. In artikel 47^{duodecies}, § 3, van hetzelfde koninklijk besluit wordt een lid 1^{bis} ingevoegd dat als volgt luidt : "indien de reffectatie een traject van meer dan 25 km en een reistijd van meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer omvat, kan het personeelslid deze weigeren. Wat de limiet van 25 km betreft, mag de reffectatie echter meer dan 25 km bedragen als de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij of zij ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden".

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs

Art. 21. In artikel 2 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, wordt in § 4 de zinsnede "in een betrekking van een ander ambt dan dat welk beantwoordt aan de definitie van hetzelfde ambt zoals gedefinieerd door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014, dat tot dezelfde categorie behoort en voor de uitoefening waarvan het ter beschikking gestelde personeelslid de kwalificaties bezit die vereist zijn volgens de regels voor kwalificaties in het Gemeenschapsonderwijs" vervangen door de woorden "in een betrekking van een ander ambt van dezelfde categorie en onder andere voorwaarden dan die welke gelden voor de reffectatie".

Art. 22. In artikel 3 van hetzelfde besluit, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° worden tussen de woorden "het vereiste bekwaamheidsbewijs" en de woorden "voor zover dit" de woorden "of een voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten" toegevoegd;

2° het derde streepje wordt geschrapt;

3° een laatste lid, dat als volgt luidt, wordt toegevoegd :

"Indien het niet mogelijk is geweest het personeelslid te reffecteren in een ambt dat tot hetzelfde onderwijsniveau behoort als zijn of haar oorspronkelijke ambt, wordt het personeelslid, met zijn of haar instemming en die van de inrichtende macht waarin de commissie hem of haar heeft aangesteld, gereffecteerd in een ambt van een ander onderwijsniveau dan dat waarin hij of zij is ter beschikking werd gesteld.

Art. 23. In artikel 5, § 1, 4° van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt *b*) worden de woorden “voldoend bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “voldoend of vereist bekwaamheidsbewijs”;

2° punt *c*) wordt opgeheven.

Art. 24. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt een § 5 ingevoegd, die als volgt luidt :

“§ 5. Elke inrichtende macht die een personeelslid dat een deel van zijn opdracht heeft verloren, niet heeft kunnen reffecteren of voorlopig in dienst terugroepen overeenkomstig de voorgaande leden, kan in alle vestigingen die ze organiseert op het grondgebied van dezelfde gemeente, met zijn instemming, een personeelslid dat ze wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld heeft en dat niet in activiteit werd teruggeroepen, belasten met de activiteit: elke betrekking vacant verklaard in een ander ambt in dezelfde categorie waarvoor het een voldoende bekwaamheidsbewijs, een schaarstebekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs heeft.

De bepaling opgenomen in het eerste lid mag niet tot gevolg hebben dat lestijden, bij wijze van tijdelijke terugroeping, worden toegewezen die moeten worden toevertrouwd aan tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van een hogere categorie of aan personeelsleden met de hoedanigheid van prioritair tijdelijk personeelslid”.

Art. 25. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aan § 4 een laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt: “In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid of de ontvangende inrichtende macht bij reffectatie tussen verschillende onderwijsnetwerken ook verzoeken om beëindiging van de herbenoeming. Deze wordt automatisch toegekend door de centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen”.

Art. 26. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 16 van hetzelfde besluit :

1° in punt 1 worden twee nieuwe en laatste leden toegevoegd, die als volgt luiden

“Wat de limiet van 25 km betreft, kan de reffectatie of voorlopige terugroeping in dienst evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of omdat hij gedeeltelijk zijn opdracht had verloren, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwd als één gemeente”;

2° in § 4, eerste lid, wordt het woord “tien” vervangen door het woord “vijf”;

3° in § 4, vierde lid, worden de woorden “niet schorst” vervangen door de woorden “schorst”;

4° In § 8 wordt het eerste lid vervangen door een nieuw lid, dat als volgt luidt:

“Indien er een tijdelijke vacature ontstaat bij de inrichtende macht die de betrokkene ter beschikking heeft gesteld, indien de betrokkene reeds een betrekking voor onbepaalde duur heeft of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht, is hij verplicht daar te blijven”.

Art. 27. In artikel 17, § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In punt 1° wordt het eerste streepje aangevuld met de woorden “van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs”;

2° In punt 1° wordt een derde streepje ingevoegd, dat als volgt luidt: “personeelsleden die op eigen initiatief een door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijsbetrekking uitoefenen”;

3° In punt 3° worden de woorden “in tweede instantie” geschrapt en worden de woorden “de beslissingen van de zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen” vervangen door de woorden “haar beslissingen”;

4° In punt 4° worden de woorden “lid 2, streepjes 2 en 3” vervangen door de woorden “leden 2 en 3”;

5° Punten 5° en 6°, die als volgt luiden, worden ingevoegd :

“5° ambtsbekledingen op initiatief van personeelsleden te bekrachtigen, op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden voor reffectatie, zelfs indien de personeelsleden uit een ander onderwijsnetwerk afkomstig zijn.

6° het personeel op basis van de terbeschikkingstelling te reffecteren naar een ander onderwijsnetwerk, nadat de mogelijkheden voor reffectatie binnen het onderwijsnetwerk van de benoeming of aanwerving in vast verband zijn uitgeput. Deze reffectatie geschiedt met instemming van het personeelslid en van de inrichtende macht waarin het personeelslid door de commissie is aangesteld”.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs

Art. 28. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden na de woorden “heeft het vereiste bekwaamheidsbewijs” de woorden “of voldoende bekwaamheidsbewijs zonder pedagogische component” toegevoegd;

2° Er wordt een nieuwe paragraaf 5 ingevoegd, die als volgt luidt :

“§ 5. Voorlopige terugroeping in dienst.

1° het terugroepen in dienst van een personeelslid naar een ander ambt in dezelfde categorie voor de uitoefening waarvan het personeelslid het schaarstebekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs heeft.

2° het terugroepen in dienst van een personeelslid in een betrekking van een ambt in een andere categorie voor de uitoefening waarvan het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs of voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs heeft”;

3° de §§ 5 en 6 worden de §§ 6 en 7.

Art. 29. In artikel 3 van hetzelfde besluit, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° worden de woorden "of een voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten " toegevoegd na de woorden "voor zover ze";

2° het derde streepje wordt geschrapt;

3° Er wordt een laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt: "Indien het niet mogelijk is het personeelslid te reffecteren in een ambt van hetzelfde onderwijsniveau als zijn of haar oorspronkelijke ambt, wordt hij of zij met instemming van de inrichtende macht waarin de commissie hem of haar heeft aangewezen, gereffecteerd in een ambt van een ander onderwijsniveau dan dat waarin hij of zij terbeschikkingstelling werd gesteld.

Art. 30. In artikel 5, § 1, 4° van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt *b)* worden na de woorden "voldoend bekwaamheidsbewijs" de woorden "of vereist" toegevoegd;

2° punt *c)* wordt opgeheven.

Art. 31. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aan § 4 een derde lid toegevoegd, dat als volgt luidt

"In geval van reffectatie tussen verschillende onderwijsnetwerken of naar eenzelfde netwerk van verschillende aard, kan het personeelslid of de ontvangende inrichtende macht ook verzoeken om beëindiging van de herbenaaming, in welk geval deze automatisch wordt toegekend door de centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen."

Art. 32. In hetzelfde besluit wordt een Afdeling *5bis*. met als opschrift "Voorlopige terugroeping in dienst van personeelsleden" ingevoegd, die bestaat uit de artikelen *13bis* tot en met *13quater*. Deze afdeling wordt als volgt geformuleerd :

"Afdeling *5bis* - Voorlopige terugroeping in dienst van personeelsleden

Artikel *13bis*. - Elke inrichtende macht die een personeelslid niet heeft kunnen reffecteren of weer aan het werk heeft kunnen zetten, kan dit personeelslid voorlopig terugroepen tot de dienst in de zin van artikel 2, § 5:

- binnen dezelfde instelling;

- in de instellingen die zij op het grondgebied van dezelfde gemeente organiseert en, wat het basisonderwijs betreft, in een van haar instellingen die tot dezelfde entiteit behoort.

Artikel *13ter*. - Onverminderd het bepaalde in artikel 2, § 5, inzake basisonderwijs, kan de inrichtende macht tevens

- een personeelslid dat zij ter beschikking heeft gesteld en niet in staat is geweest te reffecteren of een ander ambt toe te kennen, met zijn of haar instemming, elke vacante betrekking in een ander ambt van een andere categorie toekennen waarvoor het personeelslid het vereiste, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs bezit.

- een personeelslid dat zij ter beschikking heeft gesteld en niet in staat is geweest te reffecteren of een ander ambt toe te kennen, met zijn of haar instemming, elke vacante betrekking in een ander ambt van dezelfde categorie toekennen waarvoor het personeelslid het schaarstebekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs bezit.

De bepaling opgenomen in het eerste lid mag niet tot gevolg hebben dat lestijden als voorlopige terugroeping in dienst zouden worden toegewezen die aan een personeelslid met een prioritaire tijdelijke betrekking of aan een tijdelijk personeelslid met een bekwaamheidsbewijs van een hogere categorie zouden moeten worden toevertrouwd.

Artikel *13quater*. - § 1. De bepalingen van artikel 13 ter zijn ook van toepassing op elke inrichtende macht die, met instemming van de betrokken ambtenaar en zijn inrichtende macht, een door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld personeelslid voorlopig in dienst terugroept.

§ 2. Ambten die door middel van een tijdelijke terugroeping in dienst worden toegewezen, geven niet van ambtswege recht op een aanwerving in vast verband in dat ander ambt. "

Art. 33. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 16 van hetzelfde besluit :

1° in paragraaf 1 worden twee nieuwe en laatste leden toegevoegd, die als volgt luiden :

"Wat de limiet van 25 km betreft, kan de reffectatie evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of omdat hij gedeeltelijk zijn opdracht verloor, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze reffectatie niet plaatsvinden over een langere afstand.

Voor de toepassing van lid 2 worden de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwd als eenzelfde gemeente."

2° in § 4, eerste en tweede lid, wordt het woord "tien" vervangen door het woord "vijf";

3° in § 4, vijfde lid, worden de woorden "niet schorst" vervangen door de woorden "schorst";

4° in § 8 wordt het eerste lid vervangen door een nieuw lid, dat als volgt luidt :

"Indien er een tijdelijke vacature ontstaat bij de inrichtende macht die de betrokkene heeft ter beschikking gesteld, indien de betrokkene reeds een betrekking voor onbepaalde tijd heeft of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bekleedt, is hij verplicht daar te blijven".

Art. 34. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 17, § 1 van hetzelfde besluit :

1° in punt 3° worden de woorden "in tweede instantie" geschrapt en worden de woorden "de beslissingen van de zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen" vervangen door de woorden "haar beslissingen";

2° punten 5° en 6°, die als volgt luiden, worden ingevoegd :

"5° ambtsbekledingen op initiatief van personeelsleden te bekrachtigen, op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden voor reffectatie, zelfs indien de personeelsleden uit een ander onderwijsnetwerk afkomstig zijn.

6° het personeel op basis van de terbeschikkingstelling te reffecteren naar een ander onderwijsnetwerk, nadat de mogelijkheden voor reffectatie binnen het onderwijsnetwerk van de benoeming of aanwerving in vast verband zijn uitgeput. Deze reffectatie geschiedt met instemming van het personeelslid en van de inrichtende macht waarin het personeelslid door de commissie is aangesteld".

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs*

Art. 35. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden in paragraaf 4 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 worden tussen de woorden "vereiste bekwaamheidsbewijzen" en de woorden "en in het laatste geval" de woorden "of het voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten " toegevoegd;

2° in lid 2 wordt het derde streepje geschrapt;

3° Er wordt een nieuw en laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt: "Indien een personeelslid niet kon worden gereffecteerd in een ambt van hetzelfde onderwijsniveau als zijn of haar oorspronkelijke ambt, wordt hij of zij, met zijn of haar instemming en die van de inrichtende macht waarin de commissie hem of haar heeft aangewezen, gereffecteerd in een ambt van een ander onderwijsniveau dan dat waarin hij of zij ter beschikking is gesteld."

Art. 36. In artikel 5, § 1, 4° van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt b) worden de woorden "of vereist" ingevoegd;

2° punt c) wordt geschrapt.

Art. 37. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden in paragraaf 2, punt 1°, tweede streepje, na de woorden "het vereiste bekwaamheidsbewijs" de woorden "of het bekwaamheidsbewijs met een voldoende pedagogische component voor onderwijsopdrachten " toegevoegd.

Art. 38. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt tussen de leden 2 en 3 een nieuw lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt: "Wat de limiet van 25 km betreft, kan de permanente reffectatie evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of omdat hij gedeeltelijk zijn opdracht verloor, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze reffectatie niet plaatsvinden over een langere afstand".

Art. 39. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 10 van hetzelfde besluit :

1° in § 1 worden na de woorden "een vereist bekwaamheidsbewijs" de woorden "of een voldoende bekwaamheidsbewijs" toegevoegd;

2° in § 2, derde streepje, worden na de woorden "het vereiste bekwaamheidsbewijs" de woorden "of het voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten " toegevoegd;

3° in § 2 wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt "Wat de limiet van 25 km betreft, kan de reffectatie evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of omdat hij gedeeltelijk zijn opdracht verloor, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze reffectatie niet plaatsvinden over een langere afstand".

Art. 40. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aan § 4 een laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt: "In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid of de ontvangende inrichtende macht bij reffectatie tussen verschillende onderwijsnetwerken ook verzoeken om beëindiging van de herbenoeming. Deze wordt automatisch toegekend door de centraal commissie voor het beheer van de betrekkingen".

Art. 41. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden in de punten 1° en 2° na de woorden "het vereiste bekwaamheidsbewijs" de woorden "of het voldoende bekwaamheidsbewijs" toegevoegd.

Art. 42. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 13 van hetzelfde besluit :

- In § 2, 4° worden de woorden "en waarvoor dit personeelslid eerder een afwijking heeft verkregen krachtens artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van het bekwaamheidsbewijs en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs" geschrapt.

- In § 3 worden de woorden "of van het voldoende bekwaamheidsbewijs" toegevoegd na de woorden "houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs".

Art. 43. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 15 van hetzelfde besluit :

1° In § 1 worden twee nieuwe en laatste leden ingevoegd, die als volgt luiden :

"Wat de limiet van 25 km betreft, kan de reffectatie of voorlopige terugroeping in dienst evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of omdat hij gedeeltelijk zijn opdracht verloor, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden.

Voor de toepassing van lid 2 worden de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwd als eenzelfde gemeente";

2° In § 3, eerste lid, wordt het woord "tien" vervangen door het woord "vijf";

3° In § 3, vierde lid, worden de woorden "niet schorst" vervangen door "schorst";

4° In § 7 wordt het eerste lid vervangen door een nieuw lid, dat als volgt luidt :

"Indien er een tijdelijke vacature ontstaat bij de inrichtende macht die de betrokkene heeft ter beschikking gesteld, indien de betrokkene reeds een betrekking voor onbepaalde tijd heeft of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht te werk is gesteld, is hij verplicht daar te blijven".

Art. 44. In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit worden de punten 8° en 9° ingevoegd, die als volgt luiden :

"8° ambtsbekledingen op initiatief van personeelsleden te bekrachtigen, op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden voor reffectatie, zelfs indien de personeelsleden uit een ander onderwijsnetwerk afkomstig zijn.

9° het personeel op basis van de terbeschikkingstelling te reffecteren naar een ander onderwijsnetwerk, nadat de mogelijkheden voor reffectatie binnen het onderwijsnetwerk van de benoeming of aanwerving in vast verband zijn uitgeput. Deze reffectatie geschiedt met instemming van het personeelslid en van de inrichtende macht waarin het personeelslid door de commissie is aangesteld”.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs*

Art. 45. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 4, punt 1°, worden na de woorden “het vereist bekwaamheidsbewijs” en de woorden “de woorden “of het voldoende bekwaamheidsbewijs” toegevoegd;

2° in paragraaf 5, punt 1°, worden de woorden “of het voldoende bekwaamheidsbewijs,” en de woorden “Het personeelslid dat een ander bekwaamheidsbewijs heeft, moet eerst een afwijking hebben verkregen overeenkomstig artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van het bekwaamheidsbewijs en ambten in het basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en gesubsidieerd voor de uitoefening van deze ambt;” geschrapt;

3° in § 5, punt 2°, worden de woorden “of het voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs” ingevoegd.

Art. 46. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, onder *b)*, worden na de woorden “van het vereiste bekwaamheidsbewijs” de woorden “of van het voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten” toegevoegd;

2° in punt 3° wordt het derde streepje geschrapt;

3° aan hetzelfde punt 3° wordt het volgende nieuwe lid toegevoegd: “Indien het niet mogelijk is geweest het personeelslid te reffecteren in een ambt van hetzelfde onderwijsniveau als zijn oorspronkelijke ambt, wordt hij, met zijn instemming en die van de inrichtende macht waarin de commissie hem heeft aangewezen, gereffecteerd in een ambt van een ander onderwijsniveau dan dat waarin hij ter beschikking is gesteld.

Art. 47. In artikel 9, § 1, 4°, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° *b)* worden de woorden “of vereist” ingevoegd;

2° punt *c)* wordt geschrapt.

Art. 48. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden in paragraaf 1, bij punt 1° na de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs” de woorden “of het voldoende bekwaamheidsbewijs” toegevoegd.

Art. 49. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aan § 4 een derde lid toegevoegd, dat als volgt luidt: “In geval van reffectatie tussen verschillende onderwijsnetwerken of tussen netwerken van hetzelfde onderwijsnetwerk maar van verschillende aard kan het personeelslid of de ontvangende inrichtende macht ook verzoeken om beëindiging van de reffectatie, in welk geval deze van ambtswege wordt toegekend door de centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen”.

Art. 50. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 17 van hetzelfde besluit :

1° in § 3 worden na de woorden “of een vereist bekwaamheidsbewijs” de woorden “of voldoende bekwaamheidsbewijs” toegevoegd;

2° in § 4 worden de woorden “het voldoende bekwaamheidsbewijs of” geschrapt;

3° in § 5 worden de woorden “en waarvoor het eerder een afwijking heeft verkregen krachtens artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van het bekwaamheidsbewijs en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs” geschrapt.

Art. 51. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 40 van hetzelfde besluit :

1° in § 1 wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt :

“Wat de limiet van 25 km betreft, kan de reffectatie, de tewerkstelling of de voorlopige terugroeping in dienst van het personeelslid evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens aangegeven gedeeltelijk opdrachtverlies, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden”;

2° in § 1, laatste lid, wordt het cijfer “4” vervangen door “5”;

3° in § 4, eerste en derde lid, wordt het woord “tien” vervangen door het woord “vijf”;

4° in § 4, vijfde lid, worden de woorden “niet schorst” vervangen door de woorden “schorst”;

5° in lid 8 wordt het eerste lid vervangen door een nieuwe lid, dat als volgt luidt :

“Indien een tijdelijke vacature ontstaat bij de inrichtende macht die de betrokkene heeft ter beschikking gesteld, of indien de betrokkene reeds voor onbepaalde tijd of ten minste tot het einde van het schooljaar in dienst is van een andere inrichtende macht, is hij verplicht in die dienst te blijven.”.

Art. 52. In artikel 41 van hetzelfde besluit, bij paragraaf 2, worden de punten 8° en 9° ingevoegd, luidend als volgt :

“8° ambtsbekledingen op initiatief van personeelsleden te bekrachtigen, op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden voor reffectatie, zelfs indien de personeelsleden uit een ander onderwijsnetwerk afkomstig zijn.

9° het personeel op basis van de terbeschikkingstelling te reffecteren naar een ander onderwijsnetwerk, nadat de mogelijkheden voor reffectatie binnen het onderwijsnetwerk van de benoeming of aanwerving in vast verband zijn uitgeput. Deze reffectatie geschiedt met instemming van het personeelslid en van de inrichtende macht waarin het personeelslid door de commissie is aangesteld”.

Art. 53. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid van paragraaf 2 geschrapt.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie*

Art. 54. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 van paragraaf 4 worden na de woorden "van het vereiste bekwaamheidsbewijs" de woorden "of van het voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten" toegevoegd;

2° in lid 2 wordt het derde streepje geschrapt;

3° in paragraaf 4 wordt volgend nieuw lid toegevoegd: "Indien het niet mogelijk is geweest het personeelslid te reffecteren in een ambt van hetzelfde onderwijsniveau als zijn oorspronkelijke ambt, wordt hij, met zijn instemming en die van de inrichtende macht waarin de commissie hem heeft aangewezen, gereffecteerd in een ambt van een ander onderwijsniveau dan dat waarin hij ter beschikking is gesteld."

Art. 55. In artikel 5, § 1, 3°, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt *b)* worden de woorden "of vereist" toegevoegd na de woorden "voldoend bekwaamheidsbewijs";

2° punt *c)* wordt opgeheven.

Art. 56. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden in paragraaf 2, bij punt 1°, tweede streepje, na de woorden "het vereiste bekwaamheidsbewijs" de woorden "of het voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten" toegevoegd.

Art. 57. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt tussen de leden 2 en 3 een nieuw lid 3, luidend als volgt, ingevoegd :

"Wat de limiet van 25 km echter betreft, kan de definitieve reffectatie evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens aangegeven gedeeltelijk opdrachtverlies, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden."

Art. 58. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 10 van hetzelfde besluit :

1° in § 1 worden na de woorden "een vereist bekwaamheidsbewijs" de woorden "of voldoende bekwaamheidsbewijs met pedagogische component voor onderwijsopdrachten" toegevoegd;

2° in § 2

a) in het derde streepje worden de woorden "of het voldoende bekwaamheidsbewijs met pedagogische component voor onderwijsopdrachten" geschrapt;

b) wordt een nieuw en laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Wat de limiet van 25 km echter betreft, kan de definitieve reffectatie evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens aangegeven gedeeltelijk opdrachtverlies, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden."

Art. 59. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aan § 4 een laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt: "In afwijking van het vorige lid, in geval van reffectatie tussen verschillende onderwijsnetwerken kan het personeelslid of de ontvangende inrichtende macht ook verzoeken om beëindiging van de verlenging van de reffectatie, in welk geval deze van ambtswege wordt toegekend door de centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen".

Art. 60. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 12 van hetzelfde besluit :

1° in § 1, onder de punten 1° en 2°, worden de woorden "het vereiste bekwaamheidsbewijs" na de woorden "of het voldoende bekwaamheidsbewijs" toegevoegd;

2° in § 4 worden na de woorden "van een vereist bekwaamheidsbewijs" de woorden "of van een voldoende bekwaamheidsbewijs" toegevoegd;

3° in § 5, punt 1°, worden de woorden "het voldoende bekwaamheidsbewijs of" geschrapt;

4° in § 5, punt 2°, worden de woorden "en waarvoor dit personeelslid voorafgaandelijk een afwijking heeft verkregen krachtens artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs" geschrapt.

Art. 61. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 14 van hetzelfde besluit :

1° in § 1 worden twee nieuwe en laatste leden ingevoegd, die als volgt luiden :

"Wat de limiet van 25 km echter betreft, kan de reffectatie of tijdelijke terugroeping in dienst evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het moment dat hij werd ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of omdat hij gedeeltelijk zijn werkopdracht heeft verloren, zich op een grotere afstand bevond, maar mag deze afstand niet worden overschreden.

Voor de toepassing van lid 2 worden de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwd als éénzelfde gemeente."

2° in § 3, eerste lid, wordt het woord "tien" vervangen door het woord "vijf";

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden "is niet" vervangen door het woord "is";

4° in § 7 wordt het eerste lid vervangen door een nieuw lid, dat als volgt luidt: "Indien een tijdelijke vacature ontstaat bij de inrichtende macht die de betrokkene heeft ter beschikking gesteld, of indien de betrokkene reeds voor onbepaalde tijd of ten minste tot het einde van het schooljaar in dienst is van een andere inrichtende macht, is hij verplicht in die dienst te blijven."

Art. 62. In artikel 16, § 1, van hetzelfde besluit, worden de punten 5° en 6° ingevoegd, die als volgt luiden :

"5° ambtsbekledingen op initiatief van personeelsleden te bekrachtigen, op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden voor reffectatie, zelfs indien de personeelsleden uit een ander onderwijsnetwerk afkomstig zijn.

6° het personeel op basis van terbeschikkingstelling te reffecteren naar een ander onderwijsnetwerk, nadat de mogelijkheden voor reffectatie naar het onderwijsnetwerk van de vaste benoeming of aanwerving zijn uitgeput. Deze reffectatie geschiedt met instemming van het personeelslid en van de inrichtende macht waarin het personeelslid door de commissie is aangesteld”.

HOOFDSTUK IX. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

Art. 63. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4, punt 1°, worden na de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs” de woorden “of het voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten ” toegevoegd;

2° in § 5 :

a) in punt 1° worden de woorden “niet het vereiste bekwaamheidsbewijs” vervangen door “noch het voldoende bekwaamheidsbewijs, noch het vereiste bekwaamheidsbewijs” en worden de woorden “hetzij het voldoende bekwaamheidsbewijs,” alsook de woorden “Het personeelslid dat een ander bekwaamheidsbewijs heeft, moet eerst een afwijking hebben verkregen overeenkomstig artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en gesubsidieerd voor de uitoefening van het ambt waarvoor hij voorlopig in dienst wordt genomen” geschrapt;

b) in punt 2° worden na de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs” de woorden “of voldoende bekwaamheidsbewijs” toegevoegd.

Art. 64. In artikel 3, § 2 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “Met het begrip “hetzelfde ambt” wordt bedoeld:” worden vervangen door de woorden “In het kader van de reffectatie wordt onder het begrip “hetzelfde ambt” verstaan elk ambt voor de uitoefening of het onderwijs waarvan het personeelslid het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs heeft met een pedagogische component voor onderwijsambten.”;

2° het derde streepje wordt vervangen door de volgende tekst “- die, wat het leidinggevend en onderwijzend personeel betreft, alleen behoren tot het lager of hoger secundair onderwijs of tot het hoger onderwijs van het korte type.”;

3° er wordt een nieuw lid toegevoegd, dat als volgt luidt :

“Indien het niet mogelijk is geweest het personeelslid te reffecteren in een ambt dat tot hetzelfde onderwijsniveau behoort als zijn oorspronkelijke ambt, wordt het personeelslid, met zijn instemming en die van de inrichtende macht waarin de commissie hem heeft aangesteld, gereffecteerd in een ambt van een ander onderwijsniveau dan dat waarin hij ter beschikking wordt gesteld.”.

Art. 65. In artikel 7, § 1, 3° van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt b) worden na de woorden “voldoend bekwaamheidsbewijs” de woorden “of vereist” toegevoegd;

2° punt c) wordt opgeheven.

Art. 66. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden in § 1, punt 1, na de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs” de woorden “of het voldoende bekwaamheidsbewijs met een pedagogische component voor onderwijsopdrachten ” toegevoegd.

Art. 67. In artikel 12 van hetzelfde besluit, wordt aan § 4 een laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt: “In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid of de ontvangende inrichtende macht, in geval van reffectatie tussen verschillende onderwijsnetwerken of binnen hetzelfde netwerk, maar van een andere aard, ook verzoeken om beëindiging van de herbenoeming. Deze wordt automatisch toegekend door de centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen”.

Art. 68. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 17 van hetzelfde besluit :

1° in § 1 wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt: “Wat de limiet van 25 km echter betreft, kan de reffectatie, de terugkeer naar het werk of de tijdelijke terugroeping in dienst evenwel plaatsvinden over een afstand van meer dan 25 km, indien de vestiging waar het personeelslid werkzaam was op het tijdstip waarop hij of zij wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werd gesteld of gedeeltelijk zijn onderwijsopdracht verloor, zich op een grotere afstand bevond, maar deze afstand mag niet worden overschreden”;

2° in § 4, eerste lid, wordt het woord “tien” vervangen door het woord “vijf”;

3° in § 4, vierde lid, worden de woorden “niet schorst” vervangen door “schorst”;

4° in § 8 wordt punt 1° vervangen door een nieuw lid, dat als volgt luidt “1° Indien een tijdelijke vacature ontstaat bij de inrichtende macht die de betrokkene heeft ter beschikking gesteld, indien de betrokkene reeds voor onbepaalde tijd of ten minste tot het einde van het schooljaar in dienst is van een andere inrichtende macht, is hij verplicht daar te blijven.

Art. 69. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de punten 6° en 7° ingevoegd, die als volgt luiden :

“6° ambtsbekledingen op initiatief van personeelsleden te bekrachtigen, op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden voor reffectatie, zelfs indien de personeelsleden uit een ander onderwijsnetwerk afkomstig zijn.

7° het personeel op basis van terbeschikkingstelling te reffecteren naar een ander onderwijsnetwerk, nadat de mogelijkheden voor reffectatie naar het onderwijsnetwerk van vaste benoeming of aanwerving zijn uitgeput. Deze reffectatie geschiedt met instemming van het personeelslid en van de inrichtende macht waarin het personeelslid door de commissie is aangesteld”.

HOOFDSTUK X. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs

Art. 70. In lid 2 van artikel 6 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt punt 1 geschrapt.

Art. 71. In artikel 8, lid 3, van hetzelfde decreet wordt punt 1 geschrapt.

Art. 72. In artikel 10, lid 4, van hetzelfde decreet wordt punt 1 geschrapt.

Art. 73. In lid 4 van artikel 12 van hetzelfde decreet van 12 mei 2004 wordt punt 1 geschrapt.

Art. 74. Aan artikel 27 van hetzelfde decreet worden twee nieuwe leden 3 en 4 toegevoegd, die als volgt luiden :

“De personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van werkopdracht ter beschikking gesteld blijven, worden door het secretariaat van de bevoegde commissie opgenomen in de gegevensbank bedoeld in artikel 27 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op personeelsleden die hun opdracht hebben verloren in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan of het hoger onderwijs voor sociale promotie”.

HOOFDSTUK XI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

Art. 75. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 7 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap :

1° in § 1, wordt punt 2° opgeheven;

2° § 2 wordt aangevuld met de woorden “alsmede het geven van een advies over de in artikel 32, § 2 bedoelde beroepen”.

HOOFDSTUK XII — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

Art. 76. In artikel 83, eerste lid, 4° van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt b) worden de woorden “of vereist” toegevoegd;

2° punt c) wordt geschrapt.

TITEL III. — *Bepalingen ter vereenvoudiging van het “bekwaamheidsbewijzen en ambten”-stelsel*

EERSTE HOOFDSTUK. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 77. In artikel 12bis, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden de volgende wijzigingen aangebracht in het derde en laatste lid :

1° de woorden “Dit artikel” worden vervangen door “Het vorige lid”;

2° de woorden “enerzijds, en aan leraren en godsdienstleraren in het basis-, secundair en hoger onderwijs, anderzijds” worden geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 78. In artikel 20, § 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden “naar aanleiding van het advies van de Commission inter réseaux des titres de capacité (CITICAP)” bedoeld in artikel 16, lid 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs” geschrapt.

Art. 79. In artikel 31, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen door het besluit van 11 april 2014, wordt punt 5° afgeschaft en vervangen door een punt 5° dat als volgt luidt: “houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs dat door de Regering is vastgesteld met betrekking tot het toe te kennen ambt of het voorwerp zijn geweest van opeenvolgende afwijkingen als bedoeld in artikel 20, § 2 en § 3, gedurende ten minste 300 dagen dienst in het ambt, gespreid over ten minste 2 schooljaren voor de tijdelijke houder van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van schaarstebekwaamheidsbewijzen en gedurende ten minste 600 dagen anciënniteit in het ambt, gespreid over ten minste 4 opeenvolgende schooljaren, voor de tijdelijke houder van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van andere bekwaamheidsbewijzen”.

Art. 80. In artikel 31 ter, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen door het besluit van 11 april 2014, wordt punt 5°bis geschrapt en vervangen door een punt 5°bis dat als volgt luidt: “houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs van het secundair onderwijs voor sociale promotie dat door de Regering is vastgesteld in verband met het toe te kennen ambt, of het voorwerp zijn geweest van opeenvolgende afwijkingen als bedoeld in artikel 20, § 2 en § 3”, gedurende ten minste 300 dagen dienst in het ambt, gespreid over ten minste 2 schooljaren, voor de tijdelijke houder van een bekwaamheidsbewijs dat valt onder de categorie van de schaarstebewijzen, en gedurende ten minste 600 dagen dienst in het ambt, gespreid over ten minste 4 opeenvolgende schooljaren, voor de tijdelijke houder van een bekwaamheidsbewijs dat valt onder de categorie van de andere bekwaamheidsbewijzen”.

Art. 81. In artikel 39, onder a), van hetzelfde koninklijk besluit wordt het eerste lid geschrapt en vervangen door een lid 1 dat als volgt luidt: “Alleen de daadwerkelijke prestaties in het rijksonderwijs worden in aanmerking genomen, hetzij omdat de kandidaat in het bezit is van het vereist of van het bekwaamheidsbewijs dat volstaat voor het ambt waarvoor hij als prioritaair tijdelijk ambtenaar is aangewezen, hetzij wanneer de in artikel 20, § 2 en § 3 bedoelde opeenvolgende afwijkingen zijn toegestaan, vanaf de 301e dag na afloop van het tweede schooljaar voor schaarstebekwaamheidsbewijzen in het betrokken ambt of vanaf de 601e werkdag en bij afloop van het vierde schooljaar voor de andere bekwaamheidsbewijzen in het betrokken ambt”.

Art. 82. In artikel 40bis van hetzelfde koninklijk besluit wordt punt 1° geschrapt en vervangen door een punt 1° dat als volgt luidt: "Alleen daadwerkelijk verrichte diensten als hoofdamt in het betrokken ambt en in het kader van het onderwijs voor sociale promotie in de Franse Gemeenschap worden in aanmerking genomen, hetzij omdat de kandidaat het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs voor het in artikel 31 quater bedoeld ambt heeft, hetzij wanneer de in artikel 20, § 2 en § 3, bedoelde opeenvolgende afwijkingen werden toegekend zijn, vanaf de 301e werkdag bij het verstrijken van het tweede schooljaar in het geval van schaarstebekwaamheidsbewijzen in het bedoeld ambt of vanaf de 601e werkdag en bij het verstrijken van het vierde schooljaar voor de andere bekwaamheidsbewijzen in het bedoeld ambt".

HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen van het rijksonderwijs

Art. 83. In artikel 5, § 3 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen van het rijksonderwijs, worden de woorden "na advies van de Commission inter réseaux des titres de capacité (CITICAP) bedoeld in artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs" geschrapt.

Art. 84. In artikel 5quater, § 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "aan de kandidaat die voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3 van het decreet van 11 april 2014, dan" ingevoegd tussen de woorden "Er wordt voorrang gegeven" en de woorden "aan de kandidaat met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs".

Art. 85. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen door het besluit van 11 april 2014, wordt punt 5° geschrapt en vervangen door een punt 5° dat als volgt luidt :

"houder zijn van een door de Regering vastgesteld vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs met betrekking tot het te vervullen ambt, of het voorwerp zijn geweest van opeenvolgende afwijkingen als bedoeld in artikel 5, § 3, gedurende ten minste 600 dagen anciënniteit in het ambt, gespreid over ten minste 4 opeenvolgende schooljaren, voor een tijdelijke die in het bezit is van een bekwaamheidsbewijs dat tot de categorie van de andere bekwaamheidsbewijzen behoort".

Art. 86. In artikel 14, eerste lid, 1°, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden "of het voorwerp is geweest van opeenvolgende afwijkingen als bedoeld in artikel 5, § 3, gedurende ten minste 600 dagen anciënniteit in het ambt, gespreid over ten minste 4 opeenvolgende schooljaren, voor de tijdelijke die houder is van een bekwaamheidsbewijs in de categorie van de andere bekwaamheidsbewijzen" ingevoegd tussen de woorden "houder is van het vereiste, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs" en de woorden "voor het ambt waarvoor hij de toelating tot de stage aanvraagt".

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 87. In artikel 29quater van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 5, derde streepje, worden na de woorden "het voldoende bekwaamheidsbewijs" de woorden "of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014" ingevoegd;

2° in punt 7, tweede streepje, worden na de woorden "van het voldoende bekwaamheidsbewijs" de woorden "of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014" ingevoegd.

Art. 88. In artikel 34, § 2 van hetzelfde decreet, worden in het tweede streepje de woorden "of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3 van het decreet van 11 april 2014" ingevoegd na de woorden "van het voldoende bekwaamheidsbewijs".

Art. 89. In artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet worden in lid 3 de woorden "van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "hetzij van een vereist bekwaamheidsbewijs, hetzij van een voldoende bekwaamheidsbewijs, hetzij van een ander bekwaamheidsbewijs dat bovendien voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014".

Art. 90. In lid 2 van artikel 42, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs of van een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014".

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs

Art. 91. In artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In het tweede streepje, in punt 2°, worden na de woorden "een voldoende bekwaamheidsbewijs" de woorden "of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014" ingevoegd;

b) In het derde streepje worden de woorden "het vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "het vereist, voldoende bekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, lid 3, van het decreet van 11 april 2014".

2° In § 2, eerste lid, worden de woorden "of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3 van het decreet van 11 april 2014" ingevoegd tussen de woorden "voldoend bekwaamheidsbewijs" en de woorden "en waarin".

Art. 92. In lid 2 van artikel 30, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "van het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "van het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs of van een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014".

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 93. In artikel 2 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "31 december" vervangen door de woorden "30 juni";

2° In het derde lid worden de woorden "1 november" vervangen door de woorden "31 maart";

3° In hetzelfde lid 3 worden de woorden "chambre de la Commission interréseaux des titres de capacité chargée des titres pénurie non listés" vervangen door de woorden "Commission interréseaux des titres de capacité".

Art. 94. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 4 van hetzelfde decreet :

1° In het eerste lid worden de woorden "van de bedoelde kamer" vervangen door het woord "bedoelde";

2° In lid 4 wordt punt 1° geschrapt;

3° In lid 5 wordt punt 3° geschrapt;

4° In lid 6 worden de woorden "bovengenoemde kamer" vervangen door de woorden "Commission interréseaux des titres de capacité".

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

Art. 95. In artikel 18 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1, eerste lid, worden de woorden "hetzij het vereiste bekwaamheidsbewijs, hetzij het voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "hetzij het vereiste bekwaamheidsbewijs, hetzij het voldoende bekwaamheidsbewijs, hetzij een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014";

2° In § 2 worden de woorden "het vereiste of het voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "het vereiste of de voldoende bekwaamheidsbewijs, of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014".

Art. 96. In artikel 20, § 2 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Punt 1° wordt geschrapt;

2° In punt 2, dat punt 1 wordt, worden de woorden "en van de categorie van bekwaamheidswijzen" vervangen door het woord "of";

3° Punt 3, dat punt 2 wordt, wordt vervangen door de volgende tekst :

"na uitputting van de houders van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen en de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, een kandidaat houder van een ander bekwaamheidsbewijs, overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 11 april 2014".

Art. 97. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 23 van hetzelfde decreet, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2016 :

1° In § 1, eerste lid, worden de woorden "een van de bekwaamheidsbewijzen die vereist of voldoende zijn in verband met het toe te kennen ambt" vervangen door de woorden "hetzij een vereist bekwaamheidsbewijs, hetzij een voldoende bekwaamheidsbewijs, hetzij een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014 in verband met het toe te kennen ambt";

2° In § 2, eerste lid, worden de woorden "een van de bekwaamheidsbewijzen die vereist of voldoende zijn in verband met het toe te kennen ambt" vervangen door de woorden "een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, of een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3, van het decreet van 11 april 2014 in verband met het toe te kennen ambt".

Art. 98. In artikel 24, § 1, 5°, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2016, worden de woorden "van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, of van een ander bekwaamheidsbewijs dat bovendien voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3 van het decreet van 11 april 2014".

Art. 99. In artikel 31, § 1, 5°, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2016, worden de woorden "van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, of van een ander bekwaamheidsbewijs dat ook voldoet aan de voorwaarden van artikel 36, § 3 van het decreet van 11 april 2014".

Art. 100. In artikel 32 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2016, worden de woorden "vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 31, § 1, 5°".

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Art. 101. In artikel 2, 14° van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs, worden de woorden "elke andere al dan niet gecertificeerde basiscompetentie die door de in 15° bedoelde Commissie als voldoende wordt erkend bij ontstentenis van het in 10°, 11° en 12° bedoeld bekwaamheidsbewijs voor de tijdelijke uitoefening van een basisambt of onderwijsambt" vervangen door de woorden "elke andere al dan niet gecertificeerde basiscompetentie die bij gebrek aan de in de punten 10°, 11° en 12° bedoelde bekwaamheidsbewijzen voldoende wordt geacht voor de uitoefening van een basisambt of onderwijsambt".

Art. 102. In artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan het begin van § 2 worden de woorden "Met uitzondering van de categorie van andere bekwaamheidsbewijzen" toegevoegd;

2° in het eerste lid van § 6 worden de woorden "de Commissie is gemachtigd om andere bekwaamheidsbewijzen toe te laten overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures" vervangen door de woorden "elke houder van andere bekwaamheidsbewijzen kan worden aangeworven";

3° de tweede tot en met zesde leden van § 6 worden geschrapt;

4° § 6*bis* wordt geschrapt.

Art. 103. In § 1 van artikel 17 van hetzelfde decreet worden de woorden "Behalve de uitzondering bepaald in bijlage II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema's tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, welke uitzondering enkel van toepassing is op het betrokken ambt," toegevoegd vóór de woorden "Voldoet aan de voorwaarde van het bezit van de passende pedagogische component voor de vorming van een bekwaamheidsbewijs".

Art. 104. Het eerste lid van artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

"De nieuwaanwervingen worden gedaan door de categorie houders van bekwaamheidsbewijzen met een vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs voorrang te verlenen op de categorie houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen en de categorie houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen op alle andere bekwaamheidsbewijzen".

Art. 105. In artikel 27, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt geschrapt;

2° in het vierde lid, 4°, worden de woorden "de besluitvormingskamer die krachtens artikel 48 is ingesteld om de opdracht bedoeld in artikel 39, 4°, uit te voeren" vervangen door de woorden "de vroegere besluitvormingskamer voor de schaarste".

Art. 106. In artikel 29 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 5, tweede lid, worden de woorden "wanneer zij de houder van een ander bekwaamheidsbewijs dat nog niet voldoet aan de bepalingen van artikel 36, § 3 aanwerft, of die zij aanwerft in het kader van de aanvullende lestijden bedoeld in artikel 5 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten" ingevoegd tussen de woorden "deze raadpleging" en de woorden "de inrichtende macht";

2° een § 6 wordt ingevoegd die als volgt luidt :

"§ 6. Naast de decreten en reglementering van toepassing op het gebied van het toezicht en de bekrachtiging van de statutaire bepalingen, worden de methoden voor het toezicht op de naleving door de inrichtende macht van de regels voor de prioriteitstelling van het in dit hoofdstuk IV genoemde bekwaamheidsbewijs door de Regering vastgesteld."

Art. 107. In artikel 29*bis*, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "wanneer zij de houder van een ander bekwaamheidsbewijs aanwerft of wanneer zij aanwerft in het kader van de aanvullende lestijden bedoeld in artikel 5 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten" toegevoegd vóór de woorden "De inrichtende macht".

Art. 108. Artikel 29*quater* van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 109. Artikel 31*bis* van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

"Bij wijze van afwijking, in het kader van de prioriteitstelling van houders van vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen ten opzichte van houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen, kan de houder van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs die in het kader van de toepassing van artikel 29 of 29 bis is aangeworven en houder van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs of houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs die in het kader van de toepassing van artikel 29 of 29 bis is aangeworven en houder van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs die een of meer onvolledige ambten als dusdanig uitoefent, die in totaal ten minste de helft van het voor een volledige ambt vereiste aantal uren uitmaken, zijn opdracht laten verlengen, in het vorm-4 gespecialiseerd onderwijs, in een ambt waarvoor hij een schaarstebekwaamheidsbewijs bezit. Deze uitbreiding is beperkt tot maximaal een kwart van het aantal uren vereist voor een ambt met volledige prestaties.

De uitoefening van de in het eerste lid bedoelde afwijking mag geen afbreuk doen aan een personeelslid met een beter bekwaamheidsbewijs voor hetzelfde ambt of een van deze ambten dat kandidaat is voor een van deze ambten binnen de Inrichtende macht."

Art. 110. In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt geschrapt;

2° In § 2, die § 1 is geworden, worden de woorden "vereiste en" ingevoegd tussen het woord "bekwaamheidsbewijzen" en het woord "voldoende";

3° in § 5, nu § 4, wordt het cijfer "4" vervangen door het cijfer "3".

Art. 111. In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende tekst :

"In afwijking van het voorgaande kan een personeelslid dat in het bezit is van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs en in vast verband benoemd of aangeworven, een of meer ambten met onvolledige prestaties verricht of heeft verricht die in totaal ten minste een derde uitmaken van het aantal uren vereist voor het verrichten van een ambt met volledige prestaties in het voorafgaande of het lopende schooljaar, zijn of haar opdracht in vorm 4 van het gespecialiseerd onderwijs laten uitbreiden in een of meer ambten waarvoor hij of zij een schaarstebekwaamheidsbewijs bezit. Deze uitbreiding is beperkt tot maximaal een kwart van het aantal uren vereist voor een ambt met volledige prestaties;

2° In § 2 worden de woorden "voldoende of" geschrapt.

Art. 112. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 113. In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de woorden "of voldoende" ingevoegd tussen de woorden "andere dan vereiste" en de woorden "kunnen".

Art. 114. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 36 van hetzelfde decreet :

1° een § 3 ingevoegd die als volgt luidt :

"In afwijking van § 1 en § 2 kan de houder van een in artikel 1, lid 3, bedoeld wervingsambt, die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs, zijn statutaire voorrangrechten doen gelden voor benoeming of aanstelling op tijdelijke basis, of voor benoeming of aanstelling in vast verband :

1° voor onderwijsambten, d.w.z. een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de bepalingen van artikel 17, rekening houdend met het niveau of de niveaus waarop de opdrachten worden uitgevoerd en met de nuttige beroepservaring, wanneer deze ervaring deel uitmaakt van het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs;

2° 600 dagen anciënniteit heeft opgebouwd in het ambt in het gesubsidieerd georganiseerd en officieel onderwijs of 720 dagen anciënniteit in het ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs, gespreid over ten minste 4 opeenvolgende jaren binnen éénzelfde Inrichtende macht en berekend volgens de nadere regels die specifiek zijn voor elk statuut.";

2° een § 4 ingevoegd die als volgt luidt :

"§ 4: In ambten waarvoor de Regering alleen vereiste bekwaamheidsbewijzen heeft vastgesteld, mag een inrichtende macht de houder van een ander bekwaamheidsbewijs niet aanwerven."

Art. 115. In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden "of gelijkgesteld krachtens artikel 37, § 2bis" geschrapt;

2° § 2bis wordt geschrapt;

3° in het eerste lid van § 3 worden de woorden "bedoeld in de §§ 2 en 2bis" vervangen door de woorden "bedoeld in § 2";

4° lid 2 van § 3 wordt geschrapt.

Art. 116. Artikel 39, lid 2, punt 4°, van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 117. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 48 van hetzelfde decreet :

1° in § 1 worden de woorden "punten 4° en 7°, twee besluitvormingskamers geplaatst" vervangen door de woorden "punt 7°, één besluitvormingskamer geplaatst";

2° in § 2 worden de woorden "Deze beslissingskamers zijn elk samengesteld" vervangen door de woorden "Deze beslissingskamer is samengesteld";

3° in § 3 wordt het woord "elk" vervangen door het woord "de".

Art. 118. In hetzelfde decreet wordt een artikel 293/4 ingevoegd, dat als volgt luidt :

"Artikel 293/4. - Personeelsleden die het in het voormalige artikel 37, lid 2 bis, bedoeld assimilatiestelsel genoten, genieten het in artikel 36, lid 3, bedoelde afwijkingsstelsel."

TITEL IV. — Bepalingen ter verduidelijking en verruiming van het toepassingsgebied van de aanvullende lestijden

Art. 119. In artikel 5 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 wordt aan lid 6 het volgende toegevoegd "of aan een tijdelijk personeelslid dat is ingedeeld in de eerste groepen bedoeld in artikel 2 §§ 1 en 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, ongeacht zijn statuut in de inrichtende macht waarin zij de extra lestijden verstrekken";

b) er wordt een § 3 ingevoegd, die als volgt luidt :

"§ 3. Vallen niet onder het begrip "verlof" bedoeld in § 2, lid 2, onder b en § 2, lid 3, onder c :

a) het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan als bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de PMS-centra;

b) de terbeschikkingstelling vóór het rustpensioen als bedoeld in het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

c) het verlof voor de voorlopige uitoefening van een selectieambt als bedoeld in artikel 14, § 1, 1° van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

d) het verlof voor de voorlopige uitoefening van een promotieambt als bedoeld in artikel 14, § 1, 2° van voormeld koninklijk besluit van 15 januari 1974;

e) het verlof voor verminderde prestaties in geval van ziekte of gebrekkigheid zoals bedoeld in de artikelen 19 tot 22 bis van bovengenoemd Koninklijk Besluit van 15 januari 1974;

f) het verlof voor verminderde prestaties voor personeelsleden ter beschikking gesteld wegens ziekte of invaliditeit om therapeutische doeleinden, zoals bedoeld in de artikelen 22 ter tot en met 22 nonies van voormeld koninklijk besluit van 15 januari 1975;

g) het verlof voor verminderde prestaties in geval van een beroepsziekte;

h) het verlof voor verminderde prestaties bij een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar het werk;

i) het permanent vakbondsverlof bedoeld in artikel 29 van voormeld koninklijk besluit van 15 januari 1974;

j) het verlof als gevolg van het gedeeltelijk verlies van een opdracht of de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking zonder dat er een reëffectatie heeft plaatsgevonden;

k) het verlof om een proeftijd te vervullen in een ander ambt bedoeld in artikel 9, onder b), van voormeld Koninklijk Besluit van 15 januari 1974;

l) het verlof wegens langdurige afwezigheid om familiale redenen, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 25 november 1976 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen;

m) het verlof voor de verwijdering van zwangere vrouwen of vrouwen die borstvoeding geven (al dan niet bezoldigd)".

Art. 120. Het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende toekenning van een toelage voor overwerk aan sommige leden van het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, wordt opgeheven.

TITEL V. — *Bepalingen om de baremalogica te vereenvoudigen*

Art. 121. Aan artikel 50 van voornoemd decreet van 11 april 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, wordt het woord "genieten" vervangen door de woorden "en de houder van een ander bekwaamheidsbewijs, zoals bedoeld in artikel 16, § 6, van dit decreet genieten";

2° het vijfde lid van § 1 wordt geschrapt;

3° in § 2, vierde lid, wordt het woord "geniet" vervangen door de woorden "en de houder van een ander bekwaamheidsbewijs, zoals bedoeld in artikel 16, § 6, van dit decreet genieten";

4° lid 5 van § 2 wordt geschrapt;

5° in § 4, vijfde lid, wordt het woord "geniet" vervangen door de woorden "en de houder van een ander bekwaamheidsbewijs, zoals bedoeld in artikel 16, § 6, van dit decreet, dat het in 1° of 2° bedoelde disciplinaire element bevat, genieten";

6° het zesde en het zevende lid van § 4 worden geschrapt.

TITEL VI. — *Bepaling over de omzetting van Richtlijn 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen*

Art. 122. In artikel 12bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt een § 4 ingevoegd, die als volgt luidt :

"Alvorens nieuwe bepalingen aan te nemen die toegang tot of de uitoefening van een ambt door onderwijzend personeel beperken of alvorens dergelijke bestaande bepalingen te wijzigen, wordt een evenredigheidsbeoordeling uitgevoerd.

De nadere regels voor dit onderzoek worden door de Regering vastgesteld met het oog op de omzetting van Richtlijn 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen."

TITEL VII. — *Bepaling voor de programmering van opties in het gewoon secundair kwalificatieonderwijs, alsmede in het gespecialiseerde secundair onderwijs van vorm 4, om de versnippering ervan te voorkomen*

Art. 123. In artikel 25 van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In lid 2 wordt "voor de schooljaren 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 en 2019-2020" vervangen door "voor de schooljaren 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 en 2020-2021";

2° In het tweede lid, 2°, worden de woorden "voor het schooljaar 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 of 2018-2019, maar die niet konden worden georganiseerd in respectievelijk 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 of 2018-2019" worden vervangen door de woorden "voor het schooljaar 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 of 2019-2020, maar die niet konden worden georganiseerd in respectief 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 of 2019-2020". »

TITEL VIII. — *Bepaling over de berekening van de omkadering in het kleuteronderwijs van 1 oktober 2020 als gevolg van de COVID-19-crisis.*

Art. 124. In artikel 42 van het decreet van 13 juli 1998 tot organisatie van het gewone kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de reglementering van het onderwijs wordt een § 3 ingevoegd, die als volgt luidt:

"§ 3. In afwijking van artikel 41 wordt de op 1 oktober 2020 berekende omkadering niet naar beneden toe herzien indien deze lager is dan de op 1 oktober 2019 berekende omkadering".

TITEL IX. — *Slotbepaling*

Art. 125. De in dit decreet bedoelde maatregelen ter bestrijding van de schaarste aan leerkrachten worden om de twee jaar door de Regeringsdiensten geëvalueerd.

Over deze evaluatie zal verslag aan het Parlement worden uitgebracht door de Minister van Onderwijs en de Minister van Onderwijs voor sociale promotie.

TITEL X. — *Inwerkingtreding*

Art. 126. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2020, met uitzondering van titel 3 die in werking treedt voor het schooljaar 2020-2021 en artikel 123 dat in werking treedt op 1 januari 2020.

De artikelen 22, 1°; 29, 1°; 35, 1°; 37; 39, 2°; 46, 1°; 54, 1°; 56; 58, 1° en 2°, a); 63, 1°; 64, 1°; 66; 96; 104 en 109 tot 113 houden op uitwerking te hebben op 1 september 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 107-1. – Commissieamendement(en), nr. 107-2 – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 107-3 – Vergaderingsamendement(en), nr. 107-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 107-5.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 16 juli 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/15290]

17 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant, pour l'année 2020-2021, dérogation aux normes de rationalisation pour certains établissements d'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment les articles 3, 4, 5bis, 5quinquies et 5sexies, tels que modifiés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2013 fixant la liste des indicateurs permettant au Gouvernement d'autoriser plusieurs établissements à se restructurer ou à octroyer des dérogations à l'implantation des degrés d'observations autonomes, aux délocalisations, aux normes de maintien d'établissement, ainsi qu'aux normes de maintien par année, degré et option, tel que modifié ;

Vu l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, donné en date du 30 avril 2020 ;

Considérant que l'Athénée Jules Delot de Ciney, l'Athénée de Bouillon-Palaiseul et l'Athénée de Florennes disposent de circonstances exceptionnelles permettant de retarder la fusion ou la restructuration au 1^{er} septembre 2021 ;

Considérant que l'Athénée Ganenou à Uccle développe un projet éducatif unique au vu de sa spécificité ;

Considérant que le Collège « Les Tournesols » à Bruxelles développe un projet éducatif unique au vu de sa spécificité ;

Considérant que le Collège de l'Alliance à Monceau-sur-Sambre, développe un projet éducatif unique au vu de sa spécificité ;

Considérant que l'Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur de La Roche développe un projet pédagogique et éducatif particulier ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2020 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Une dérogation aux normes de rationalisation, fixées par les articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire, est accordée, pour l'année scolaire 2020-2021, aux établissements suivants :

1. Enseignement organisé par la Communauté française :
 - a. Athénée royal de Bouillon-Palaiseul ;
 - b. Athénée royal de Ciney ;
 - c. Athénée royal de Florennes ;
2. Enseignement libre subventionné par la Communauté française :
 - a. Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur de La Roche ;
 - b. Athénée Ganenou à Uccle ;
 - c. Collège « Les Tournesols » à Bruxelles.

Art. 2. Conformément à l'article 5quater, § 2, du décret du 29 juillet 1992, l'Institut Provincial d'Enseignement Paramédical de Montignies sur Sambre est autorisé à organiser l'Option de base groupée « Assistant/Assistante pharmaceutico-technique » à l'UT - Institut d'enseignement technique secondaire de Charleroi, pour une durée de cinq années scolaires consécutives à partir de l'année scolaire 2020-2021.